

SÉNAT DE BELGIQUE

**Le Sénat au cours
de la session de 2009-2010**

SOMMAIRE

I. Séance plénière.....	3
II. Commissions, comités d'avis et groupes de travail	
1. Commission des Affaires institutionnelles.....	5
2. Commission de la Justice.....	7
3. Commission des Relations extérieures et de la Défense.....	12
4. Commission des Finances et des Affaires économiques.....	17
5. Commission de l'Intérieur et des Affaires administratives.....	21
6. Commission des Affaires sociales.....	24
7. Commission du suivi des missions à l'étranger	31
8. Commission spéciale de suivi chargée d'examiner la crise financière et bancaire.....	32
9. Comité d'avis pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes	33
10. Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes.....	34
11. Commission chargée du suivi du Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité.....	39
12. Commission de contrôle des dépenses électorales et de la comptabilité des partis politiques.....	40
13. Groupe de travail « Désarmement nucléaire ».....	42
14. Groupe de travail « Exploitation et trafic des richesses naturelles au Congo de l'Est ».....	43
15. Groupe de travail « Espace ».....	44
16. Groupe de travail « Traite des êtres humains ».....	46
17. Groupe de travail « Vieillesse de la population ».....	48
III. Commission parlementaire de concertation.....	49
IV. Assemblées internationales et relations multilatérales	
1. Conseil interparlementaire consultatif du Benelux.....	50
2. Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.....	52
3. Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale.....	54
4. Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).....	56
5. Conférence des organes spécialisés en affaires communautaires et européennes des parlements de l'Union européenne (COSAC).....	56
6. Union interparlementaire.....	57
7. Assemblée parlementaire euroméditerranéenne (APEM).....	60
8. Conférences de présidents de parlement.....	61
9. Association des Sénats d'Europe	61
10. Divers.....	62
V. Relations internationales bilatérales	
1. Visites officielles du Président du Sénat à l'étranger.....	64
2. Personnalités étrangères reçues par le Président du Sénat	65
3. Ambassadeurs étrangers reçus par le Président du Sénat	68
4. Visites officielles de délégations étrangères au Sénat	69
5. Divers	70
VI. Communication	
1. Relations avec les médias	72
2. Relations publiques	73
3. Plate-forme Démocratie et citoyenneté.....	74
4. Communication interne.....	74

I. Séance plénière

N.B.

Statistiques portant sur la législature 2007-2010

a) Nombre de séances

Lors de la législature 2007-2010, le Sénat a tenu **122** séances plénières, d'une durée totale de **438** heures.

b) Travail législatif

Ces travaux ont permis d'**adopter** :

- **137** projets de loi (procédure bicamérale classique);
- **90** projets de loi (procédure d'évocation);
- **59** propositions de loi déposées par des sénateurs dont 2 propositions de loi spéciale;
- **3** propositions de révision de la Constitution dont **2** déposées par des sénateurs. **1** a été publiée au Moniteur belge;
- **53** propositions de résolution;
- **1** modification du règlement ;

Procédure d'évocation

La Chambre a transmis au Sénat **162** textes évocables. Pendant la législature, le Sénat a fait **91** fois usage du droit d'évocation. Le texte a été amendé et renvoyé à la Chambre des représentants dans **9** cas.

Dans **8** cas, la Chambre des représentants a adopté entièrement le texte du Sénat. La Chambre a **une fois** contreamendé.

c) Contrôle parlementaire

Au cours de la même législature, le Sénat a entendu **1745** demandes d'explications et **1212** questions orales.

Par ailleurs, **7462** questions écrites ont été posées.

d) Débats d'actualité

Le Sénat a tenu **14** débats d'actualité en séance plénière sur les thèmes suivants :

- L'absence de la circulaire promise sur la régularisation des demandeurs d'asile
- L'enfermement d'enfants dans les centres fermés
- La crise de l'accueil

- La nouvelle déclaration gouvernementale (25 novembre 2009- Gouvernement Leterme II)
- La situation de sécurité à Bruxelles
- La situation en Haïti
- La situation à Gaza
- L'assouplissement des quotas de médecins (et le problème des quotas des kinésithérapeutes)
- La circulaire relative aux critères de régularisation
- La gestion de la menace terroriste en Belgique
- Le financement structurel des centres de jours palliatifs
- Le nouveau Traité Bénélux et le Parlement Benelux
- Le recrutement de donneuses d'ovocytes
- Les violences sexuelles au Congo

e) Débats thématiques ou de société

Le Sénat a également tenu un débat de société en séance plénière sur le thème suivant :

- Evaluation de la nouvelle procédure d'asile

f) Conflit d'intérêts

La Constitution prévoit que, lorsqu'un conflit d'intérêts naît entre deux assemblées législatives et que celles-ci ne parviennent pas à le résoudre, le Sénat dépose devant le Comité de concertation un avis motivé sur le conflit en question.

Au cours de la législature 2007-2010, le Sénat a émis **11** avis motivés sur des conflits d'intérêts :

- 8 fois concernant la scission de la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde

et

- 3 fois concernant la proposition de décret relatif à l'interprétation des articles 44, 44bis et 62, § 1er, 7°, 9° et 10°, du décret relatif à l'enseignement fondamental du 25 février 1997

g) Contrôle de subsidiarité

- Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen - Test de contrôle de la procédure de subsidiarité et de proportionnalité
- Proposition d'une Directive du Parlement européen et du Conseil relative aux normes de qualité et de sécurité des organes humains destinés à la transplantation
- Proposition de décision-cadre du Conseil modifiant la décision-cadre 2002/475/JAI relative à la lutte contre le terrorisme - Test de contrôle de la procédure de subsidiarité

II. Commissions, comités d'avis et groupes de travail

Durant la **session 2009-2010**, les commissions du Sénat ont tenu au total **236** réunions d'une durée totale de **349** heures.

Travaux des diverses commissions :

1. Affaires institutionnelles

Président: M. Armand De Decker.

a. Législation

1. *Projet et proposition de révision de la Constitution adoptés*

- Projet de révision de l'article 180 de la Constitution afin d'étendre le contrôle de la Cour des comptes au-delà de sa compétence strictement limitée aux comptes de l'Etat

(Déclaration du pouvoir législatif, voir le "Moniteur belge", n° 131, Éd. 2, du 2 mai 2007); n° [4-868](#) ;

- Révision du titre II de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau permettant de garantir la jouissance des droits et libertés aux personnes handicapées

(Déclaration du pouvoir législatif, voir le "Moniteur belge" n° 131, Éd. 2 du 2 mai 2007)

Proposition de révision de la Constitution visant à insérer, au titre II de la Constitution, un article *22ter* garantissant le droit des personnes handicapées de bénéficier des mesures appropriées qui leur assurent l'autonomie et une intégration culturelle, sociale et professionnelle (de MM. Philippe Monfils et Francis Delpérée); n° [4-1531](#).

2. *Projet de déclaration de révision de la Constitution adopté*

- Projet de déclaration de révision de la Constitution; n° [4-1777](#).

3. *Projets de loi ordinaire et de loi spéciale adoptés*

- Projet de loi adaptant diverses lois réglant une matière visée à l'article 77 de la Constitution à la dénomination "Cour constitutionnelle"; n° [4-513](#) ;
- Projet de loi spéciale visant à adapter diverses dispositions à la dénomination "Cour constitutionnelle"; n° [4-514](#) ;
- Projet de loi adaptant diverses lois réglant une matière visée à l'article 78 de la Constitution à la dénomination "Cour constitutionnelle"; n° [4-515](#).

b. Conflit d'intérêts

- Conflit d'intérêts entre le Parlement de la Communauté germanophone et la Chambre des représentants à propos des propositions de loi modifiant les lois électorales, en vue de scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde (Doc. Chambre, n°s 52-37/1-22 et 52-39/1-18) ; n°s 4-1607 et 4-1608.

*
* *

2. Justice

Présidente : Mme Martine Taelman

a. Législation

1. Projets de loi adoptés

- Proposition de loi introduisant le Code pénal social (n° 4-1521);
- Projet de loi comportant des dispositions de droit pénal (n° 4-1522);
- Projet de loi modifiant le Code civil afin de moderniser le fonctionnement des copropriétés et d'accroître la transparence de leur gestion (n° 4-1409);
- Projet de loi modifiant le Code judiciaire et le Code civil en ce qui concerne le traitement en chambre du conseil des procédures relevant du droit social (n° 4-1211);
- Projet de loi complétant, en ce qui concerne les voies de recours, la loi du ... visant à compléter les mesures de redressement applicables aux entreprises relevant du secteur bancaire et financière (n° 4-1726);
- Projet de loi modifiant la loi du 1er mars 2000 créant un Institut des juristes d'entreprise (n° 4-1761);
- Projet de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne les empêchements à mariage en cas d'adoption (n° 4-1766);
- Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de l'organisation de l'assurance maladie complémentaire (II) (n° 4-1730);
- Projet de loi modifiant le Code judiciaire dans le cadre de la loi du ... relative à l'indemnisation des dommages résultant de soins de santé (n° 4-1692);
- Projet de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la désignation de magistrats admis à la retraite en tant que magistrats suppléants (n° 4-1642);
- Projet de loi modifiant les articles 92, 109bis et 1301 du Code judiciaire (n° 4-1654);
- Projet de loi modifiant la loi du 31 janvier 2007 sur la formation judiciaire et portant création de l'Institut de formation judiciaire en ce qui concerne le contrôle exercé par la Cour des comptes (n° 4-1640);
- Projet de loi modifiant la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive (n° 4-1622);
- Projet de loi relative aux méthodes de recueil des données par les services de renseignement et de sécurité (n° 4-1053);
- Projet de loi visant à promouvoir une objectivation du calcul des contributions alimentaires des père et mère au profit de leurs enfants (n° 4-1357);
- Projet de loi relative à la lutte contre la piraterie maritime (n° 4-1561);
- Projet de loi relative à la lutte contre la piraterie maritime et modifiant le Code judiciaire (n° 4-1562);

- Projet de loi modifiant l'article 38 de la loi du 31 janvier 2007 sur la formation judiciaire et portant création de l'Institut de formation judiciaire (n° 4-1565);
- Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de Justice (I) (n° 4-1550);
- Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de Justice (II) (n° 4-1551);
- Projet de loi relative à la réforme de la cour d'assises (n° 4-924);
- Projet de loi modifiant la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, en ce qui concerne la commission des jeux de hasard (n° 4-1410);
- Projet de loi portant modification du Code civil, de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, de la loi du 26 juin 1963 relative à l'encouragement de l'éducation physique, de la pratique des sports et de la vie en plein air ainsi qu'au contrôle des entreprises qui organisent des concours de paris sur les résultats d'épreuves sportives et de la loi du 19 avril 2002 relative à la rationalisation du fonctionnement et de la gestion de la Loterie Nationale (n° 4-1411);
- Projet de loi mettant en équivalence le grade de master en droit, master en notariat, master en droit social et respectivement une licence ou un doctorat en droit, une licence en notariat, une licence en droit social en ce qui concerne les exigences de diplôme pour les professions juridiques dans les lois et règlements qui règlent une matière visée à l'article 78 de la Constitution (n° 4-1376);
- Projet de loi mettant en équivalence le grade de master en droit, master en notariat, master en droit social et respectivement une licence ou un doctorat en droit, une licence en notariat, une licence en droit social en ce qui concerne les exigences de diplôme pour les professions juridiques dans les lois et règlements qui règlent une matière visée à l'article 77 de la Constitution (n° 4-1377);
- Projet de loi relative aux aspects de droit judiciaire concernant le statut et le contrôle des sociétés de gestion des droits d'auteur et de droits voisins (n° 4-1408).

2. Propositions de loi adoptées

- Proposition de loi modifiant le Code judiciaire, relative au huis clos en matière familiale (n° 4-1211);
- Proposition de loi modifiant l'article 35ter du Code judiciaire en ce qui concerne l'exercice de mandats politiques par le personnel des greffes et des secrétariats des parquets (n° 4-605);

b. Rapports annuels – Débats – Auditions

- Proposition de loi modifiant l'article 922 du Code civil en ce qui concerne le calcul de la masse fictive (de Mme Marie-Hélène Crombé-Berton) (n° 4-1289) ;

Audition de M. Philippe De Page, professeur à l'ULB ;

- a) Projet de loi modifiant la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, en ce qui concerne la commission des jeux de hasard (n° 4-1410);
- b) Projet de loi portant modification du Code civil, de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, de la loi du 26 juin 1963 relative à l'encouragement de l'éducation physique, de la pratique des sports et de la vie en plein air ainsi qu'au contrôle des entreprises qui organisent des concours de paris sur les résultats d'épreuves sportives et de la loi du 19 avril 2002 relative à la rationalisation du fonctionnement et de la gestion de la Loterie Nationale (n° 4-1411);

Audition de

- M. Jaak Pijpen, avocat, expert courses hippiques;
 - M. Alain Dhooghe, président de l'Union Professionnelle des Agences de Paris (UPAP);
 - M. Philippe Casier, président de la Koninklijke Waregemse Koersvereniging, vice président de la Fédération belge des Courses Hippiques asbl et président de la Vlaamse Federatie voor Paardenwedrennen vzw;
 - M. Jean-Pierre Kratzer, vice-président de l'Union Européenne du Trot (UET) et président de la Fédération Suisse des Courses (FSC);
 - M. Ronny Willemen, Centrum voor Alcohol en andere Drugsproblemen (CAD Limburg vzw);
 - M. Serge Minet, thérapeute clinicien, Clinique du jeu pathologique Dostoïevski, Centre hospitalier universitaire Brugmann;
 - M. Paul De Vocht, expert TIC;
 - Mme Marianne Dony, présidente de l'Institut d'Études européennes ULB;
 - M. Philippe Vlaemminck, avocat;
- Proposition de loi complétant l'article 745sexies du Code civil en vue d'habiliter le Roi à fixer chaque année les modalités de la conversion de l'usufruit du conjoint survivant et du cohabitant légal survivant (n° 4-748);

Audition de représentants de la commission notariale «Conversion usufruit» de la Fédération Royale du Notariat Belge;

- Examen des rapports d'activités concernant la prorogation des chambres supplémentaires des cours d'appel (art. 106bis, § 3, du Code judiciaire);
- Rétention de données (Directive 2006/24/CE)

Exposé du ministre de la Justice;

Audition de

- M. Luc Beirens, Federal computer crime unit (FCCU), Police fédérale;
- M. Tom Van Wynsberge, Service de la Politique criminelle;

- M. Juan Corriat, National technical and tactical support unit, section CITEF, Policé fédérale;
 - M. Charles Cuvellez, Institut belge des services postaux et des télécommunications (IBPT);
 - M. Jacques Verraes, Commission européenne;
 - M. Willem Debeuckelaere, président, et M. Stéphane Verschueren, Commission de la protection de la vie privée (CPVP) ;
 - M. Philippe Osselaer, Sûreté de l'État;
 - M. Pascal Chevalier, Ordre des barreaux francophones et germanophone;
 - M. Wim Roggeman, président, en M. Jürgen Massie, membre du Conseil d'administration, Internet Service Providers Association (ISPA);
 - M. Pol Deltour, Association générale des Journalistes professionnels en Belgique (AGJPB);
 - M. Manu Lambert (FR) et M. Jos Vandervelpen (NL), Ligue des Droits de l'Homme;
 - M. Rudi Vansnick, président de l'asbl TIK (Telecom- en InternetKlanten);
 - M. Philippe Van Linthout, juge d'instruction;
 - M. Dirk Schoeters, collègue des procureurs;
 - M. Pierre-Arnaud Perrouy, directeur des affaires européennes, Centre d'action laïque (CAL).
- Les priorités de la présidence belge de l'Union européenne (réunion commune avec la commission de l'Intérieur et des Affaires administratives, les commissions de la Justice, de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique de la Chambre des représentants, et le Comité fédéral chargé des questions européennes);
Échange de vues avec
 - M. Stefaan De Clerck, ministre de la Justice;
 - Mme Annemie Turtelboom, ministre de l'Intérieur;
 - M. Melchior Wathelet, secrétaire d'État à la Politique de migration et d'asile et secrétaire d'État à la Politique des familles.
 - Audition de représentants du ministère public sur la gestion de la durée de traitement des dossiers et sur les mesures structurelles de lutte contre l'arriéré judiciaire.
 - Audition de représentants du Conseil supérieur de la Justice sur le rapport annuel 2008.
 - Audition du collège des procureurs généraux sur le rapport annuel d'activités.

- a) Proposition de loi modifiant l'article 1er de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, afin de conférer de nouveaux droits, au moment de l'arrestation, à la personne privée de liberté (n° 4-1079);
- b) Proposition de loi modifiant l'article 47bis du Code d'instruction criminelle (n° 4-1720);

Échange de vue avec des représentants de

- l'Ordre des barreaux francophones et germanophone;
- l'*Orde van Vlaamse balies*;
- l'Association des juges d'instruction de Belgique.

c. Divers

- Demande de levée de l'immunité parlementaire des sénateurs (n°s 4-1061 et 4-1453).
- Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen. Test de contrôle de la procédure de subsidiarité et de proportionnalité.
- Échange de vue sur le «Livre vert relatif à l'obtention de preuves en matière pénale d'un État membre à l'autre et à la garantie de recevabilité».

d. Remarque générale

En conséquence de la dissolution des Chambres, les projets et propositions de loi non terminés n'ont pas été énumérés dans cette liste.

*
* *

3. Relations extérieures et Défense

Présidente : Mme Marleen Temmerman.

a. Législation

1. Projets de loi adoptés

1.1. Projets de loi portant assentiment aux actes internationaux

- Projet de loi portant assentiment à la Convention européenne sur la valeur internationale des jugements répressifs, faite à La Haye le 28 mai 1970; n° 4-1266/1-3;
- Projet de loi portant assentiment à l'Entente en matière de sécurité sociale entre le Royaume de Belgique et le Québec, signée à Québec le 28 mars 2006; n° 4-1391/1 et 2;
- Projet de loi portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et la République du Chili tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune, et au Protocole, faits à Bruxelles le 6 décembre 2007; n° 4-1401/1 et 2;
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord d'assistance administrative mutuelle en matière douanière entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de Maurice, fait à Bruxelles le 10 avril 2007; n° 4-1402/1 et 2;
- Projet de loi portant assentiment à la Convention sur les armes à sous-munitions, faite à Dublin le 30 mai 2008; n° 4-1419/1 et 2;
- Projet de loi portant approbation des modifications des statuts de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement par la résolution 596 du 30 janvier 2009 du Conseil des Gouverneurs de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement en vue de renforcer la voix et la participation des pays en développement et des pays en transition au sein de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement; n° 4-1420/1 et 2;
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre l'Union européenne et les Etats-Unis d'Amérique sur le traitement et le transfert de données des dossiers passagers (données PNR) par les transporteurs aériens au Ministère américain de la sécurité intérieure (DHS) (Accord PNR 2007), fait à Bruxelles le 23 juillet 2007 et à Washington le 26 juillet 2007; n° 4-1432/1 et 2;
- Projet de loi portant assentiment au Protocole à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, relatif à l'évaluation stratégique environnementale, fait à Kiev (Ukraine) le 21 mai 2003; n° 4-1437/1 et 2;
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de Turquie sur l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la famille du personnel de missions diplomatiques et de postes consulaires, signé à Istanbul le 31 octobre 2008; n° 4-1489/1 et 2;

- Projet de loi portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas sur la mise à disposition d'un établissement pénitentiaire aux Pays-Bas en vue de l'exécution de peines privatives de liberté infligées en vertu de condamnations belges, faite à Tilburg (Pays-Bas) le 31 octobre 2009; n° 4-1491/1 et 2;
- Projet de loi portant assentiment à la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, adoptée à New York le 20 décembre 2006; n° 4-1505/1 et 2;
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République française concernant l'échange d'informations et de données à caractère personnel relatives aux titulaires du certificat d'immatriculation de véhicules contenues dans les fichiers nationaux d'immatriculation des véhicules dans le but de sanctionner les infractions aux règles de la circulation, signé à Paris le 13 octobre 2008; n° 4-1512/1 et 2;
- Projet de loi portant assentiment à la Convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Royaume de Belgique et la République de Corée, faite à Bruxelles le 17 janvier 2007; n° 4-1599/1 et 2.

1.2. Autres projets de loi adoptés

- Projet de loi portant des dispositions diverses; n° 4-1553/1;
- Projet de loi instituant l'engagement volontaire militaire et modifiant diverses lois applicables au personnel militaire; n° 4-1563/1.

2. Propositions de résolution adoptées

- Proposition de résolution relative au procès à huis clos et à l'emprisonnement de l'opposante politique birmane Aung San Suu Kyi suite à de prétendues violations des restrictions liées à son assignation à résidence surveillée (de Mme Olga Zrihen et M. Philippe Mahoux); n° 4-1355/1 et 2;
- Proposition de résolution relative au Protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC) (de Mme Olga Zrihen et consorts); n° 4-1475/1 et 2;
- Proposition de résolution relative à la nécessité d'accorder une attention prioritaire aux soins de santé y compris en matière de santé sexuelle et reproductive, durant la présidence belge de l'UE (de Mme Marleen Temmerman et consorts); n° 4-1485/1 en 2;
- Proposition de résolution visant à promouvoir la parité homme/femme au sein de la Commission européenne ainsi qu'à garantir la présence d'au moins une femme parmi l'un des quatre postes emblématiques de l'Union européenne (de M. Alain Destexhe et consorts); n° 4-1492/1-6;
- Proposition de résolution relative au Plan d'action de Carthagène 2010-2014 révisant la Convention d'Ottawa sur les mines antipersonnel (de M. Philippe Fontaine et consorts); n° 4-1511/1-4;

- Proposition de résolution concernant le vingtième anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant (de M. Philippe Fontaine et consorts); n° 4-1514/1-5;
- Proposition de résolution relative à la lutte contre la violence quotidienne envers les enfants dans les pays en développement (de Mme Sabine de Bethune et consorts); n° 4-1537/1-4;
- Proposition de résolution relative à la perspective d'un processus de privatisation de la filière café au Burundi (de Mme Olga Zrihen et consorts); n° 4-1651/1-4;
- Proposition de résolution pour soutenir le processus électoral au Burundi (de M. Alain Destexhe et consorts); n° 4-1675/1-4.

b. Débats - Auditions

1. Débats – Auditions

- Le Plan d'infrastructure :
 - M. Pieter De Crem, ministre de la Défense;
- La politique relative à la République Démocratique du Congo :
 - M. Yves Leterme, premier ministre;
 - M. Steven Vanackere, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles;
- "Peer Review" de la Coopération au Développement belge :
 - Débat avec les évaluateurs du Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'OCDE;
- Les priorités de la présidence belge de l'Union européenne; n° 4-1606/1 :
 - M. Charles Michel, ministre de la Coopération au Développement;
 - M. Steven Vanackere, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles;
 - M. Pieter De Crem, ministre de la Défense;
- Les relations transatlantiques; n° 4-1737/1 :
 - M. Steven Vanackere, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles;
- Rapport 2009 sur les contributions de la Belgique à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) :
 - M. Marcus Leroy, Coordinateur spécial pour les OMD;
- Les mécanismes innovants de financement de développement :
 - Dr. Philippe Douste-Blazy, président du conseil d'administration d'UNITAID et secrétaire général adjoint des Nations Unies.

2. *Briefings et debriefings sur les conseils européens des :*

- 29 & 30 octobre 2009 (M. Herman Van Rompuy, premier ministre);
- 10 & 11 décembre 2009 (M. Yves Leterme, premier ministre).

3. Rencontres

- Rencontre :
 - de M. Gervais Rufyikiri, président du Sénat burundais;
 - d'une délégation parlementaire turque.

4. *Journées d'études - colloques*

4.1. *Global Responsibilities for Global Health Rights - 21.10.2009 :*

- Mme Mary Robinson, présidente de la *GAVI Alliance* et de *Ethical Global Initiative*;
- M. Jeffrey Sachs, directeur de l'Institut de la Terre et professeur à l'Université de Colombia (New York);
- M. Gorik Ooms, Institut de Médecine Tropicale;
- M. Francis De Beir, président de la Fondation Hélène de Beir;

4.2. La lutte contre le SIDA; n° 4-1527/1 - 01/12/2009 :

- M. Ignace Ronse, Direction générale de Coopération au Développement;
- Professeur Nathan Clumeck, CHU Saint-Pierre, Service des maladies infectieuses;
- Dr. Teguest Guerma, *Associate Director of the HIV/AIDS Department, World Health Organisation*;
- Mme Maureen Louhenapessy, Service international de recherche et d'Action Sociale, service prévention SIDA;
- M. Chris Lambrechts, directeur de Sensoa;
- M. André Sasse, Institut scientifique de santé publique, Section Epidémiologie;
- M. Koen Block, secrétaire général de l'*European Aids Treatment Group*;

4.3. Paix et Réconciliation - 08/12/2009 :

- Présentation du livre "Tout passe, sauf le passé", par le professeur émérite Luc Huyse;
- Mme Fatou Bensouda, procureur adjoint auprès de la Cour pénale internationale à La Haye;
- M. Pär Granstedt, secrétaire général de AWEPA International;
- M. Yves Leterme, ministre des Affaires étrangères de Belgique;

4.4. Les Accords de Partenariat Économique et les répercussions sur la santé publique - 27.04.2010 :

- "Quels sont les rapports entre le commerce libre et la santé publique ?" : professor Ronald Labonté, *Faculty of Medicine, Institute of Population Health, University of Ottawa, Canada*;
- "Cohérence entre la politique européenne du commerce et du développement" : M. Juan Garay, *Health team coordinator, DG Development, European Commission*;
- "Les droits de la propriété intellectuelle et l'accès aux médicaments" : Dr. Valbona Muzaka, *lecturer in Global Politics, School of Social Science/Politics, University of Southampton*;
- "le droit à la santé peut-il être préservé dans les accords de partenariat économique entre l'Union européenne et les pays de l'Afrique de l'Est et du Sud (ESA) ?" : M. Rangarirai Machedze, *Health and Trade specialist, Seatini/Equinet, Zimbabwe*.

5. *Voyage d'étude*

Voyage d'étude au Burundi : 21-24 mars 2010.

*
* *

4. Finances et Affaires économiques

Président : M.Wouter Beke

a. Législation

1. Projets de loi adoptés

- Projet de loi modifiant la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, et le Code des sociétés; n° [4-1412](#)
- Projet de loi portant des dispositions fiscales et diverses; n° [4-1469](#)
- Projet de loi modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers et instaurant l'action en cessation des infractions à la loi du (...) relative aux services de paiement; n° [4-1497](#)
- Projet de loi introduisant un nouveau livre relatif à la motivation, à l'information et aux voies de recours dans la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services; n° [4-1538](#)
- Projet de loi adaptant certaines législations à la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur; n° [4-1539](#)
- Projet de loi relatif à l'exercice d'une profession libérale et réglementée du chiffre par une personne morale; n° [4-1540](#)
- Projet de loi-programme; n° [4-1552](#)
- Projet de loi portant des dispositions diverses; n° [4-1553](#)
- Projet de loi portant des dispositions fiscales et diverses; n° [4-1554](#)
- Projet de loi portant des dispositions fiscales; n° [4-1555](#)
- Projet de loi relatif au régime général d'accise; n° [4-1556](#)
- Projet de loi relatif au régime d'accise des boissons non alcoolisées et du café; n° [4-1557](#)
- Projet de loi modifiant la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes; n° [4-1558](#)
- Projet de loi modifiant la loi du 4 décembre 2006 relative à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et la loi du 19 décembre 2006 relative à la sécurité d'exploitation ferroviaire, en ce qui concerne principalement la certification de personnel de sécurité et la maintenance des véhicules; n° [4-1570](#)
- Projet de loi relatif à l'interopérabilité du système ferroviaire au sein de la Communauté européenne; n° [4-1571](#)
- Projet de loi modifiant la loi du 4 décembre 2006 relative à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire, la loi du 19 décembre 2006 relative à la sécurité

- d'exploitation ferroviaire et le Code judiciaire en ce qui concerne le recours contre certaines décisions de l'organe de contrôle et de l'autorité de sécurité; n° [4-1572](#)
- Projet de loi modifiant la loi du 4 décembre 2006 relative à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et la loi du 19 décembre 2006 relative à la sécurité d'exploitation ferroviaire en ce qui concerne le recours contre certaines décisions de l'organe de contrôle et de l'autorité de sécurité; n° [4-1573](#)
 - Projet de loi sur les services; n° [4-1643](#)
 - Projet de loi sur les services concernant certains aspects juridiques visés à l'article 77 de la Constitution; n° [4-1644](#)
 - Projet de loi modifiant la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations en ce qui concerne les tarifs de transit; n° [4-1655](#)
 - Projet de loi relatif aux pratiques du marché et à la protection du consommateur; n° [4-1657](#)
 - Projet de loi concernant le règlement de certaines procédures dans le cadre de la loi du ... relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur; n° [4-1658](#)
 - Projet de loi visant à renforcer le gouvernement d'entreprise dans les sociétés cotées et les entreprises publiques autonomes et visant à modifier le régime des interdictions professionnelles dans le secteur bancaire et financier; n° [4-1659/1](#)
 - Projet de loi portant des dispositions diverses; n° [4-1721](#)
 - Projet de loi modifiant la loi-cadre relative aux professions intellectuelles prestataires de services codifiée par l'arrêté royal du 3 août 2007; n° [4-1722](#)
 - Projet de loi visant à compléter les mesures de redressement applicables aux entreprises relevant du secteur bancaire et financier; n° [4-1725](#)
 - Projet de loi complétant, en ce qui concerne les voies de recours, la loi du ... visant à compléter les mesures de redressement applicables aux entreprises relevant du secteur bancaire et financier; n° [4-1726](#)
 - Projet de loi modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, ainsi que la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique, et portant des dispositions diverses; n° [4-1727](#)
 - Projet de loi instaurant une exemption de la taxe annuelle sur les opérations d'assurance au bénéfice des assurances soins de santé offrant un niveau de protection élevé; n° [4-1728](#)
 - Projet de loi portant création de la Banque-Carrefour des véhicules; n° [4-1764](#)
 - Projet de loi modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation; n° [4-1765](#)
 - Projet de loi autorisant le ministre des Finances à consentir des prêts à la République hellénique; n° [4-1787](#)
 - Projet de loi portant des dispositions fiscales; n° [4-1788](#)

2. Propositions de loi adoptées

- Proposition de loi modifiant la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, en ce qui concerne le retrait immédiat du permis de conduire et l'immobilisation d'un véhicule comme mesure de sûreté (de M. Pol Van Den Driessche et consorts); n° [4-1226](#)
 - Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne l'imputation de la réduction d'impôt pour allocations de chômage et pré pensions (de M. Wouter Beke et consorts); n° [4-1450](#)
 - Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'étendre le champ d'application des libéralités déductibles aux associations établies dans un État membre de l'Espace économique européen (de M. Dirk Claes et consorts); n° [4-1451](#)
- b. Débats, auditions, échanges de vues
- Proposition de loi modifiant l'article 37.4 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, relatif aux véhicules prioritaires qui franchissent un feu rouge (de M. Philippe Monfils); n° [4-500](#);
 - M. L. Van Ausloos, Avocat-général à la Cour d'Appel de Mons
 - M. Y. Decramer, représentant de la Police Fédérale de la route
 - M. R. Wagelmans, représentant de la Commission permanente de la Police Locale
 - M. M. Gilbert, président des sapeurs-pompiers de Belgique (aile francophone et germanophone)
 - M. C. De Pauw, représentant des pompiers de Flandres
 - Proposition de loi modifiant l'article 25.1, alinéa unique, 1°, de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général en matière de circulation routière et de l'usage de la voie publique, visant à supprimer l'interdiction de stationnement à moins d'un mètre d'un autre véhicule à l'arrêt ou en stationnement (de M. Philippe Monfils); n° [4-501](#);
 - M. M. Van Houtte, administrateur-délégué de l'IBSR
 - M. Y. Decramer, représentant de la Police Fédérale de la route
 - M. R. Wagelmans, représentant de la Commission permanente de la Police locale
 - Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, visant à instaurer l'utilisation d'un dispositif de retenue adapté pour le transport d'enfants sur les véhicules à deux roues (de Mme Vanessa Matz); n° [4-1190](#) ;
 - M. M. Van Houtte, administrateur-délégué de l'IBSR
 - M. Y. Decramer, représentant de la Police Fédérale de la route
 - M. R. Wagelmans, représentant de la Commission permanente de la Police locale
 - M. J.M. Jorssen, FEDEMOT
 - professeur J.C. Samin, Facultés des Sciences Appliquées de l'UCL

- Proposition de loi instituant l'emprunt populaire (de MM. Johan Vande Lanotte et John Crombez); n° [4-1462](#) ;
 - prof. dr. K. Schoors, UER Economie et Management, UGent
 - M. Cl. Modart, expert auprès de la Banque Nationale de Belgique
 - M. S. Durieux, vice-président de la SRIW
 - M. G. Desmet, SPF Budget et Contrôle de la Gestion
 - prof. dr. G. Peersman, département Economie financière, UGent
 - M. G. Noels, Econopolis
- Les priorités de la présidence belge de l'Union européenne en ce qui concerne l'aspect financier (Etat d'avancement en matière de transposition des Directives européennes); n° [4-1606](#);

Exposés introductifs :

- M. Didier Reynders, vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles
- M. Vincent Van Quickenborne, ministre pour l'Entreprise et la Simplification
- M. Paul Magette, ministre du Climat et de l'Énergie
- Mme Sabine Laruelle, ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique
- M. Etienne Schouppe, secrétaire d'Etat à la Mobilité

c. Voyage d'étude

Visite de travail à Washington dans le cadre de la crise financière et bancaire mondiale (24-28 janvier 2010).

*
* *

5. Intérieur et Affaires administratives

Président : M. Philippe Moureaux.

a. Législation

1. Projets de loi adoptés

- Projet de loi-programme; n° 4-1552/1-7;
- Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de migration et d'asile; n° 4-1564/1-3;
- Projet de loi portant des dispositions diverses; n° 4-1553/1-7;
- Projet de loi modifiant la loi organique du 18 juillet 1991 du contrôle des services de police et de renseignements et de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace; n° 4-1620/1-4;

2. Propositions de loi et propositions de résolution adoptées

- Proposition de loi modifiant la partie XII de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police, confirmée par la loi-programme du 30 décembre 2001 (de M. Dirk Claes et consorts); n° 4-1165/1-7;
- Proposition de résolution relative à la protection du mineur étranger non accompagné (de Mme Nahima Lanjri et consorts); n° 4-875/1-4;
- Proposition de loi relative aux appels d'urgence (de Mme Christine Defraigne); n° 4-410/1-5;

b. Échanges de vues – Débats – Auditions

- Proposition de résolution relative à la protection du mineur étranger non accompagné (de Mme Nahima Lanjri et consorts); n° 4-875/1
- Audition de :
 - M. Wim Bontinck, Cellule Traite des êtres humains de la Police fédérale;
 - M. Marc Tysebaert et M. Bernard Georis, Cellule tutelle du SPF Justice;
- Échange de vues avec :
 - M. Miguel Torres Garcia, Child Focus;
 - Mme Magda Verbeelen, vzw Gardanto (Association des tuteurs néerlandophones);
 - Mmes Anne-Françoise Beguin et Anne Graindorge, Plate-forme Mineurs en exil, Service des droits des jeunes de Bruxelles;
 - M. Francis Charlier, Association des tuteurs francophones (ATF Mena);
 - Mme Renée Raymaekers, Office des Étrangers;

- Réunion à huis clos
 - Audition de candidats à une fonction de conseiller d'État;

- Avec la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique de la Chambre des représentants
 - Rapport du Conseil fédéral de la police sur l'évaluation de la réforme de la police; n° 4-1378/1
Audition de :
 - Mme Liliane Lemauvais, secrétaire générale de la Centrale Générale des Services Publics;
 - M. Philip Van Hamme, président du Syndicat National du Personnel de Police et de Sécurité;
 - M. Jan Schonkeren, président du Syndicat Libre de la Fonction Publique;
 - M. Eddy Lebon, secrétaire général du Syndicat de la Police belge;
 - M. Philippe Lambert, président de l'Union Nationale des Services Publics;
 - M. Jef Gabriëls, président de la *Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten* vzw;
 - M. Jacques Gobert, président de l'Union des Villes et Communes de Wallonie asbl;
 - Mme Hildegard Schmidt, Association de la Ville et des Communes de Bruxelles-Capitale asbl.

 - La réforme de la sécurité civile; n° 4-1502/1
 - Échange de vues avec Mme A. Turtelboom, ministre de l'Intérieur;

 - Échange de vues avec M. Melchior Wathelet, secrétaire d'Etat au Budget, à la Politique de migration et d'asile et à la Politique des familles, sur la régularisation des demandeurs d'asile;

 - Évaluation de la nouvelle procédure d'asile; n° 4-1204/1
 - Les recommandations ont été adoptées à l'unanimité;

 - L'accueil des demandeurs d'asile; n° 4-1533/1
 - 2 échanges de vues avec M. Ph. Courard, secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, sur sa politique et sur la problématique de l'accueil des demandeurs d'asile;

 - Proposition de loi visant à organiser un meilleur contrôle de la corruption et des paris sur les matches de football (de M. Roland Duchatelet et consorts); n° 4-1191/1 et 2
 - La commission se rallie à la proposition formulée par la ministre de l'Intérieur;

- Avec la commission de la Justice du Sénat, la commission de la Justice, la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique, de la Chambre des représentants et le Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes
- Les priorités de la présidence belge de l'Union européenne; n° 4-1606/1
Échange de vues avec :
 - M. Stefaan De Clerck, ministre de la Justice;
 - Mme Annemie Turtelboom, ministre de l'Intérieur;
 - M. Melchior Wathelet, secrétaire d'Etat à la Politique de migration et d'asile et secrétaire d'Etat à la Politique des familles;
 - a) Proposition de loi visant à créer un stage au service de la collectivité pour les jeunes ayant atteint l'âge de la majorité (de Mme Marie-Hélène Crombé-Berton et M. François Roelants du Vivier); n° 4-328/1
 - b) Proposition de loi portant organisation d'un service citoyen volontaire (de MM. Marc Elsen et Georges Dallemagne); n° 4-374/1
 - Audition de Mme Gaëtane Mangez et de M. François Ronveaux, Plate-forme pour le Service Citoyen;
- Projet de loi modifiant la loi organique du 18 juillet 1991 du contrôle des services de police et de renseignements et de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace; n° 4-1620/1
 - Audition de MM. Bart Van Lijsebeth, président du Comité permanent de contrôle des services de police, et Guy Rapaille, président du Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité;
- La procédure de la régularisation; n° 4-1738/1
 - Échange de vues avec M. Melchior Wathelet, secrétaire d'Etat à la Politique de migration et d'asile;

c. Journées d'études et rencontres

- Évaluation après 10 ans de réforme de police : « Une vision d'avenir de la police belge », Bruxelles, 1 février 2010;
- Rencontre parlementaire, au Parlement européen, à propos du programme de Stockholm en matière de liberté, de sécurité et de justice ; Bruxelles, 16-17 novembre 2009.

*

* *

6. Affaires sociales

Président : Mme Nahima Lanjri

a. Législation

1. *Projets de loi adoptés*

- Projet de loi instaurant une réglementation générale relative à l'interdiction de fumer dans les lieux fermés accessibles au public et à la protection des travailleurs contre la fumée du tabac (n° 4-1392);
- Projet de loi accordant des pouvoirs au Roi en cas d'épidémie ou de pandémie de grippe (n° 4-1454);
- Projet de loi-programme (n° 4-1552);
- Projet de loi portant des dispositions diverses (n° 4-1553);
- Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de santé publique (n° 4 - 1559);
- Projet de loi en vue de soutenir l'emploi (n° 4-1560);
- Projet de loi portant des dispositions diverses en matière d'organisation de l'assurance maladie complémentaire (I); (n° 4-1729);
- Projet de loi portant des dispositions diverses en matière d'organisation de l'assurance maladie complémentaire (II) (n° 4-1730).

2. *Propositions de loi adoptées*

- Projet de loi complétant la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient, en vue d'assurer davantage sa publicité (n° 4-509);
- Projet de loi visant à rendre le volontariat accessible aux étrangers (n° 4 - 840);
- Proposition de loi interdisant la consommation de tabac dans un véhicule lorsqu'il y a présence de mineurs de moins de 16 ans, dans le cadre de la lutte contre le tabagisme passif (n° 4-1348);
- Projet de loi modifiant la loi du ... instaurant une réglementation générale relative à l'interdiction de fumer dans les lieux fermés accessibles au public et à la protection des travailleurs contre la fumée du tabac (n° 4 1549);
- Projet de loi modifiant l'article 96 de la loi-programme du ... décembre 2009 (n° 4-1574).

3. Propositions de résolution adoptées

- Proposition de résolution visant à étendre le régime du tiers payant social (n° 4 - 1185);
- Proposition de résolution demandant une amélioration du système de séjour autorisé à l'étranger pour les bénéficiaires de la GRAPA (n° 4 1639).

b. Auditions – Échanges de vue

Auditions :

- Proposition de résolution visant à étendre le régime du tiers payant social (n° 4-1185);

Auditions de :

- M. Emmanuel Quintin, administrateur général adjoint de la Banque Carrefour de la sécurité sociale;
- M. H. De Ridder, directeur général de l'INAMI;
- M. Herman Moeremans, président du *Syndicaat Vlaamse Huisartsen*;
- M. Michel Vermeulen, président de l'Association des Médecins de Famille;
- Mme Ingrid Fleurquin, Alliance Nationale des Mutualités Chrétiennes;
- Mme Renée Van der Veken, Union Nationale des Mutualités Socialistes;
- professeur Jan De Maeseneer, *Ugent*.

- Proposition de loi interdisant la consommation de tabac dans un véhicule lorsqu'il y a présence de mineurs de moins de 16 ans, dans le cadre de la lutte contre le tabagisme passif (n° 4-1348)

Auditions de :

- M. Luc Van Auloos, avocat général près la cour d'appel de Mons, représentant du Collège des Procureurs généraux;
- M. Geert Verheyen, directeur adjoint, Direction de la Police de la route.

- La lutte contre le SIDA

Auditions de :

- M. Ignace Ronse, Direction générale de coopération au développement;
- professeur Nathan Clumeck, CHU Saint-Pierre, Service des maladies infectieuses;
- dr. Teguest Guerma, *Associate Director of the HIV/AIDS Department, World Health Organisation*;
- Mme Maureen Louhenapessy, *Service international de recherche et d'Action Sociale, service prévention SIDA*;
- M. Chris Lambrechts, directeur de *Sensoa*;
- M. André Sasse, Institut scientifique de santé publique, Section Epidémiologie;
- M. Koen Block, secrétaire général de l'*European Aids Treatment Group*.

- Proposition de loi instaurant une carte d'accès unique en faveur de la personne handicapée (n° 4-1397)

Auditions de :

- Mme Inge Vervotte, ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques;
- M. Jean-Marc Delizée, secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées;
- M. Etienne Schouppe, secrétaire d'Etat à la Mobilité;
- Mme Gisèle Marlière, vice-présidente, Conseil Supérieur National des Personnes Handicapées;
- M. Angelo Cléon, administrateur délégué, Association Nationale pour le Logement des Personnes Handicapées;
- M. Claeys, *Vlaamse Federatie Gehandicaptten*.

Échanges de vue

- Proposition de résolution visant à instaurer un système de remboursement de coagulomètres permettant au médecin ou au patient de déterminer eux-mêmes la valeur de l'INR (n° 4-648)
 - Échange de vues avec Mmes Jeannine Gailly et Irina Cleemput, représentantes du Centre Fédéral d'Expertise des Soins de Santé.
- Evaluation des congés thématiques

Échange de vues avec :

 - Mme Laurette Onkelinx, vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique;
 - Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances;
 - M. Melchior Wathelet, secrétaire d'Etat au Budget.
- Les priorités de la présidence belge de l'Union européenne (juillet-décembre 2010) (n° 4-1606)
 - Échange de vues avec Mme Laurette Onkelinx, vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique;
 - Échange de vues avec Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile;
 - Échange de vues avec M. Paul Magnette, ministre du Climat et de l'Énergie;
 - Échange de vues avec M. Philippe Courard, secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté.

- Proposition de loi visant à modifier l'arrêté royal du 20 juin 2005 fixant les critères et les modalités de sélection des kinésithérapeutes agréés qui obtiennent le droit d'accomplir des prestations qui peuvent faire l'objet d'une intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités (n° 4-960)
 - Échange de vues avec Mme Laurette Onkelinx, vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale
- Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les suppléments d'honoraires, la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987 (n° 4-503)
 - Échange de vues avec Mme Laurette Onkelinx, vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale
- Proposition de résolution sur la pénurie et l'attractivité de la médecine générale (n° 4-1181)
 - Échange de vues avec Mme Laurette Onkelinx, vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale
- Proposition de résolution visant la mise en place d'une politique cohérente et intégrée en matière de prise en compte des patients atteints de maladies dermatologiques sévères (n° 4-1516)
 - Échange de vues avec Mme Laurette Onkelinx, vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale
- Proposition de loi visant à supprimer les limites relatives à l'âge de l'enfant handicapé en matière de congé parental (n° 4-264)
 - Échange de vues avec M. Jean-Marc Delizée, secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées
- Proposition de loi modifiant l'article 7 de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées, en vue de supprimer tout plafond au niveau du cumul entre leurs allocations et leurs revenus professionnels (n° 4-499)
- Proposition de loi visant à permettre un plus grand cumul entre les revenus professionnels de la personne handicapée et l'allocation d'intégration (n° 4-420)
 - Échange de vues avec M. Jean-Marc Delizée, secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées
- Proposition de loi modifiant l'article 12, § 1er, de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées, visant à supprimer la retenue opérée sur l'allocation d'intégration lorsque la personne handicapée est admise en institution (n°4-498)
 - Échange de vues avec M. Jean-Marc Delizée, secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées.

- Proposition de loi relevant les allocations minimales dont bénéficient les invalides isolés et les chefs de ménage invalides (n° 4-504)
 - Échange de vues avec M. Jean-Marc Delizée, secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées.
- Proposition de loi majorant le revenu autorisé des "personnes à charge" dans les ménages dont le chef est invalide (n° 4-511)
 - Échange de vues avec M. Jean-Marc Delizée, secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées.
- Proposition de loi modifiant les articles 10 et 12 de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer "la charte" de l'assuré social, en vue d'accélérer le traitement des demandes en matière d'allocations pour personnes handicapées (n°4-674)
 - Échange de vues avec M. Jean-Marc Delizée, secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées.
- Proposition de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, en vue d'étendre le régime des allocations familiales majorées pour enfants handicapés aux enfants nés avant le 1er janvier 1993 (n° 4-737)
 - Échange de vues avec M. Jean-Marc Delizée, secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées.
- Proposition de loi complétant la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 visant à instaurer une nouvelle réduction de cotisation groupe-cible pour les employeurs engageant des personnes handicapées (n° 4-1004)
 - Échange de vues avec M. Jean-Marc Delizée, secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées.
- Proposition de loi instaurant une carte d'accès unique en faveur de la personne handicapée (n° 4-1397)
 - Échange de vues avec M. Jean-Marc Delizée, secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées.
- Proposition de résolution relative à la vie affective et sexuelle des personnes handicapées (n° 4-1668)
 - Échange de vues avec M. Jean-Marc Delizée, secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées
- Préparation du voyage d'étude en Suède
 - Échange de vues avec:
 - S.E.M. Magnus Robach, ambassadeur de Suède
 - Prof. Dr. Godelieve Laureys, *Vakgroep Scandinavistiek en Noord-Europakunde, UGent*

c. Divers

Voyage d'étude en Suède (21-25 mars 2010)

- Les rencontres suivantes ont eu lieu dans le cadre des congés thématiques :
 - Entretien au Ministère suédois du Travail/Affaires Sociales au sujet des congés thématiques et des initiatives en vue de prolonger la carrière des travailleurs âgés
 - Entretien au sujet des congés thématiques (information à la population et mécanismes de payement) à *Försäkringskassen*, la caisse d'assurance sociale suédoise
 - Entretien à l'Institut suédois pour les Etudes du Futur "*Institutet för Framtidsstudier*" - Accueil par M. Joakim Palme, CEO Institutet för Framtidsstudier et les chercheurs Daniel Hallberg, Elisa Baroni en Jovan Zamac
 - Entretien au Ministère suédois de l'Égalité des Chances – Interlocuteurs : Lars Wittenmark en Karolina Vrethem, marché du travail
 - Entretien avec le syndicat suédois "*Landsorganisationen*" LO – Interlocuteurs : Ellen Nygren et Sofie Rehnström
 - Entretien avec l'organisation suédoise des patrons '*Svenkst Näringsliv*' - Interlocuteurs: Lars Gellner et Niklas Beckman, droit du travail
 - Entretien avec la Commission de la Sécurité Sociale du Parlement suédois (*Riksdag*) - Membres de commission présents : Gunnar Axén, président, Helena Rivière, Lars-Arne Staxäng, Mats G Nilsson, Mikael Cederbratt, Solveig Zander, Fredrick Federley, Matilda Ernkrans, Magdalena Streiffert

- Les rencontres suivantes ont eu lieu dans le cadre du vieillissement de la population (la réforme du système de pension et la politique d'activation suivie) :
 - Visite à *Pensionsmyndigheten* – Interlocuteurs : Ole Settergren et Arne Paulson
 - Entretien au Ministère suédois du Travail/Affaires Sociales au sujet des congés thématiques et des initiatives en vue de prolonger la carrière des travailleurs âgés
 - Entretien à l'Institut suédois pour les Etudes du Futur "*Institutet för Framtidsstudier*" - Accueil par M. Joakim Palme, CEO Institutet för Framtidsstudier et les chercheurs Daniel Hallberg, Elisa Baroni en Jovan Zamac
 - Entretien au Ministère suédois de l'Égalité des Chances – Interlocuteurs : Lars Wittenmark en Karolina Vrethem, marché du travail
 - Entretien avec le syndicat suédois "*Landsorganisationen*" LO – Interlocuteurs : Ellen Nygren et Sofie Rehnström
 - Entretien avec l'organisation suédoise des patrons '*Svenkst Näringsliv*' - Interlocuteurs: Lars Gellner et Niklas Beckman, droit du travail
 - Entretien avec la Commission de la Sécurité Sociale du Parlement suédois (*Riksdag*) - Membres de commission présents : Gunnar Axén, président, Helena Rivière, Lars-Arne Staxäng, Mats G Nilsson, Mikael Cederbratt, Solveig Zander, Fredrick Federley, Matilda Ernkrans, Magdalena Streiffert

d. Remarque générale

En conséquence de la dissolution des Chambres, les projets et propositions de loi non terminés n'ont pas été énumérés dans cette liste.

*

* *

7. Commission du suivi des missions à l'étranger

Président : M. Francis Delpérée

Lors de la session 2009-2010, la commission (élargie en 2008 avec une délégation de la Chambre des représentants) s'est réunie mensuellement (à huis clos).

Réunions les :

- 24 septembre 2009;
- 29 octobre 2009;
- 10 décembre 2009;
- 28 janvier 2010;
- 4 mars 2010;
- 22 avril 2010.

Le ministre de la Défense y a chaque fois donné un état de la situation actualisé de toutes les missions militaires à l'étranger.

*
* *

8. Commission spéciale de suivi chargée d'examiner la crise financière et bancaire

Président : M. Joseph George (Ch)

1er Vice-Président : M. John Crombez (S)

2e Vice-Président : M. Hugo Vandenberghe (S)

3e Vice-Président : M. José Daras (S)

La crise financière et bancaire; n° 4-1501/1

- Exposé de M. Didier Reynders, vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur l'application par le gouvernement des recommandations formulées par la commission spéciale (voir doc. n° 4-1100/1)
- Audition de :
 - M. Guy Quaden, Gouverneur de la Banque nationale de Belgique;
 - M. Georges Hübner, Ulg;
 - M. Michel Massart, ULB;
 - M. Ludo Swolfs, réviseur d'entreprise honoraire;
 - M. Jean-Paul Servais, président CBFA;
 - M. Pierre Mariani, CEO Dexia (audition à huis clos);
 - M. Jan Vanhevel, CEO KBC (audition à huis clos);
 - M. Herman Daems, président du conseil d'administration, BNP-Paribas Fortis;
 - M. Laurent Bonnafé, CEO, BNP-Paribas Fortis;
 - M. Filip Dierckx, CEO et vice-président du comité de direction, BNP-Paribas Fortis;
 - M. Bernard Thiry, président du comité de direction d'Ethias;
 - M. Hans Verstraete, membre du conseil d'administration d'Ethias.

A cause de la dissolution prématurée du parlement, la commission n'a pas pu achever ses activités. Il n'y a donc pas de rapport disponible.

*
* *

9. Comité d'avis pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes

Président : M. Alain Destexhe

a. *Avis et recommandations concernant*

- Cinquième et sixième rapports périodiques de la Belgique présentés au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (Comité CEDAW); n° 4-1073/1
- Proposition de résolution visant à promouvoir la parité homme/femme au sein de la Commission européenne ainsi qu'à garantir la présence d'au moins une femme parmi l'un des quatre postes emblématiques de l'Union européenne (de M. Alain Destexhe et consorts); n° 4-1492/1
- Le plafond de verre; n° 4-1426/1

b. *Auditions et échanges de vues*

- Les priorités de la présidence belge de l'Union européenne; n° [4-1606/5](#).
 - Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Egalité des chances, chargée de la Politique de Migration et d'Asile.
- La note de politique générale en matière d'égalité des chances entre les femmes et les hommes.
 - Mme Joëlle Milquet, vice première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Egalité des chances, chargée de la Politique de Migration et d'Asile.
- Échange de vues sur les thèmes prioritaires en matière de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes en vue de la présidence belge de l'Union européenne.

c. *Divers (conférences, visites, rencontres)*

- Réunion de la Conférence des Commissions parlementaires pour l'Egalité des Chances des femmes et des hommes de l'Union européenne (CCEC), (Stockholm, 12-13 novembre 2009)
- 54e session de la Commission on the Status of Women (New York, 1-5 mars 2010)

*
* *

10. Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes

Présidente de la délégation du Sénat : Mme Vanessa Matz

Mme Matz a été élue présidente de la délégation du Sénat au sein du Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes le 15 octobre 2009.

a. *Suivi des questions européennes*

- Échanges de vues avec le premier ministre avant et après chaque réunion du **Conseil européen**.
- Échange de vues avec Mme Vladislava Iordanova et les gestionnaires du **Centre SOLVIT Belgique**.
- Échange de vues avec M. Olivier Chastel, secrétaire d'État aux Affaires européennes, **concernant la transposition et la mise en oeuvre des directives européennes en droit belge**.
- Échange de vues avec M. Stefano Scarpetta, OCDE, au sujet des conséquences **de la crise économique et financière sur l'emploi dans les pays de l'OCDE**.
- Échange de vues avec M. Diego Lopez Garrido, secrétaire d'État espagnol à l'Union européenne, **au sujet des priorités de la présidence espagnole de l'UE**.
- Échange de vues avec M. Didier Seeuws, représentant permanent adjoint de la Belgique auprès de l'Union européenne, sur la **question de la comitologie**.

b. *Préparation de la présidence belge de l'Union européenne en 2010*

- Divers échanges de vues avec M. Olivier Chastel, secrétaire d'État aux Affaires européennes, **concernant la préparation de la présidence belge de l'Union européenne en 2010**.
- **Audition des ministres et secrétaires d'État suivants à propos des priorités de la présidence belge :**
 - Mme Laurette Onkelinx, vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique;
 - M. Vincent Van Quickenborne, ministre pour l'Entreprise et la Simplification
 - M. Paul Magnette, ministre du Climat et de l'Énergie;
 - Mme Sabine Laruelle, ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique;
 - M. Charles Michel, ministre de la Coopération au développement;
 - M. Stefaan De Clerck, ministre de la Justice;
 - Mme Annemie Turtelboom, ministre de l'Intérieur;
 - M. Melchior Wathelet, secrétaire d'État à la Politique de migration et d'asile;

- M. Didier Reynders, vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles;
- Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile;
- M. Steven Vanackere, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles;
- M. Etienne Schouppe, secrétaire d'État à la Mobilité;
- M. Pieter De Crem, ministre de la Défense;
- M. Philippe Courard, secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté.

c. Visites, rencontres et participations à des réunions interparlementaires

- Participation à la Conférence semestrielle des organes spécialisés en affaires communautaires des parlements de l'Union européenne, COSAC (cf. infra).
- Des membres du Comité d'avis ont régulièrement pris part à des conférences interparlementaires, à des rencontres parlementaires et à des réunions de commission conjointes au Parlement européen.

d. Contrôle de subsidiarité et de proportionnalité

Depuis le 1er septembre 2006, la Commission européenne transmet ses documents législatifs et non législatifs aux parlements nationaux de l'Union européenne. Le service des Affaires européennes et des Relations interparlementaires a rassemblé ces documents dans une banque de données à partir du mois de janvier 2007. Tous ces documents sont regroupés dans des dossiers concrets. Un "dossier" se compose d'un document principal (un "document COM") ou texte de base et d'un document de travail ou annexe (un "document SEC"). Les documents principaux sont soit législatifs (livres verts, livres blancs, règlements, directives) soit non législatifs (communications, rapports (annuels)).

Les **documents non législatifs** s'inscrivent dans le cadre des dispositions du Traité d'Amsterdam et de la demande formelle de la Commission européenne, confirmée par le Conseil européen des 15 et 16 juin 2006, de lui faire part, dans un délai raisonnable, d'observations éventuelles à propos de la teneur du document.

Les documents **législatifs** relèvent des dispositions prévues dans le projet de Constitution européenne qui concernent le contrôle de subsidiarité.

Un avis éventuel en matière de subsidiarité et de proportionnalité doit être approuvé par le Sénat en séance plénière, dans un délai de 6 semaines à partir de la réception de toutes les versions linguistiques dans les langues officielles de la Belgique.

Outre un avis en matière de subsidiarité et de proportionnalité, il est également possible de donner un avis sur le contenu de la proposition dans un délai raisonnable (cf. documents non législatifs).

La procédure, depuis la réception jusqu'à la clôture du dossier au Sénat, se déroule comme suit :

1. transmission par le Sénat à la Chambre des représentants et aux parlements régionaux;
2. introduction du document dans la base de données Excel;
3. analyse du document : classification selon le type (législatif ou non) et le sujet;
4. sélection en vue de la transmission à la ou aux commissions compétentes en fonction des critères suivants : compétence, actualité, pertinence;
5. élaboration d'une fiche d'information par le service des Affaires européennes et des Relations interparlementaires et d'un avis juridique par le service des Affaires juridiques du Sénat pour les documents législatifs sélectionnés;
6. transmission des documents sélectionnés aux membres effectifs et au secrétaire de la ou des commissions compétentes;
7. inscription du dossier à l'ordre du jour de la ou des commissions compétentes (il suffit pour cela qu'un membre effectif de la commission en fasse la demande);
8. traitement et contrôle au titre de subsidiarité et de proportionnalité dans un délai de 6 semaines ou, en ce qui concerne le contenu, dans un délai raisonnable;
 - a) si aucune observation n'est formulée, le dossier est clôturé à ce stade; si la commission a des observations à formuler, elle émet un avis sur le sujet;
 - b) l'avis de la commission est soumis à l'approbation de la séance plénière;
 - c) si la séance plénière confirme l'avis de la commission, celui-ci est transmis en tant qu'avis du Sénat au secrétariat de la Conférence des présidents des sept assemblées parlementaires, qui l'envoie à son tour à la Commission européenne;
9. le correspondant IPEX du Sénat place l'avis sur le site Internet de l'IPEX; l'état d'avancement du dossier est régulièrement actualisé sur ce site tout au long de la procédure d'examen.

Remarque au sujet du point 1 : la Commission européenne ne tient pas compte du système parlementaire spécifique de la Belgique. C'est la raison pour laquelle elle envoyait les documents, jusqu'il y a peu, uniquement à la Chambre et au Sénat. En sa qualité de lieu de rencontre entre les Communautés et les Régions, le Sénat transmettait déjà auparavant ces documents aux parlements régionaux. Il a cependant été décidé récemment que les documents de l'UE seraient envoyés à une seule adresse pour l'ensemble du système parlementaire belge. Ils sont ensuite réexpédiés à partir de cette adresse vers les sept assemblées. C'est le Sénat qui s'en charge depuis le 14 avril 2007.

e. *L'IPEX*

L'IPEX ("Interparliamentary EU Information Exchange") a été créée en 2000 par la Conférence des présidents des parlements nationaux de l'Union européenne. Elle constitue un véritable outil de travail pour les sénateurs et le personnel. La base de données IPEX contient tous les documents que la Commission européenne transmet aux parlements nationaux. Pour chaque document, on crée un dossier permettant de suivre le contrôle parlementaire du document en question dans les autres États membres.

Au cours des tests COSAC, l'utilisation de l'IPEX par le Sénat a été concluante. Les avis ont été téléchargés et les avis émis par les autres parlements européens ont été consultés.

Depuis le 1er février 2007, le Sénat attribue à chaque document un statut approprié sur le site de l'IPEX. Le site étant librement accessible, tout le monde a la possibilité de suivre l'évolution du contrôle parlementaire des documents européens au Sénat.

L'IPEX est aussi un outil de communication avec les parlements régionaux. Le site indique si le Sénat se considère comme compétent ou non en la matière. En toute logique, le Sénat ne traite pas les documents qui ne relèvent pas de sa compétence.

L'IPEX souhaite que l'on place également sur le site les documents du Conseil des ministres. La Conférence des présidents des parlements nationaux de l'Union européenne appuie cette demande.

Depuis le 1er mars 2009, le Sénat est membre temporaire du Conseil d'IPEX, l'organe de gestion du site Internet.

f. *Représentant du Sénat au Parlement européen*

Depuis 2006, un fonctionnaire du Sénat est désigné pour intervenir auprès du Parlement européen en tant que représentant sur le plan administratif. Son rôle est de collecter et de transmettre toutes les informations sur les travaux des institutions européennes qui intéressent le Sénat et de représenter le Sénat de Belgique lors des réunions avec d'autres représentants des parlements nationaux des États membres de l'UE. Des réunions ont été organisées tant avec l'administration du Parlement européen qu'avec des fonctionnaires d'autres institutions européennes.

Dans le cadre de la représentation du Sénat auprès du Parlement européen, l'on accorde une importance croissante à la coopération et à l'échange d'informations entre les représentants des parlements nationaux. Lors des réunions hebdomadaires, outre l'échange d'informations relatives à l'actualité au sein des différents États membres, des présentations sont régulièrement faites par des fonctionnaires de la Commission européenne sur des propositions de réglementation de la Commission.

Ces dernières années, le Parlement européen et les autres institutions européennes accordent de plus en plus d'importance aux relations avec les parlements nationaux. Un nombre croissant d'initiatives ont ainsi été prises afin d'associer à la fois les fonctionnaires et les membres des parlements nationaux aux activités du Parlement européen. Le représentant a suivi les discussions de ces activités au Parlement européen et a transmis les informations aux instances compétentes du Sénat. Ces nouvelles initiatives incluent les "tables rondes" des commissions du Parlement européen avec des parlements nationaux, des réunions communes de

commissions du Parlement européen et des séminaires de commissions sur des thèmes donnés. Étant donné que les commissions ont de plus en plus tendance à communiquer l'ordre du jour de leurs réunions aux représentants des parlements nationaux et compte tenu de la proximité du Parlement européen, des fonctionnaires du Sénat ont eu, à plusieurs reprises, la possibilité d'assister à des réunions au Parlement européen lorsqu'un sujet intéressant était débattu.

Outre cette ouverture toujours plus grande du Parlement européen dans le cadre de ses activités, les réunions interparlementaires traditionnelles (Joint Parliamentary Meeting (JPM)) conservent leur rôle de lieu de rencontre interparlementaire. Ces rencontres sont normalement organisées deux fois par an au Parlement européen à Bruxelles par le Parlement européen et le parlement du pays qui exerce la présidence de l'Union. Ces dernières années, plusieurs de ces réunions ont été consacrées à un thème fixe (l'avenir de l'Europe, la stratégie de Lisbonne), mais on a pu observer cette année une évolution en ce sens que des thèmes plus spécifiques et d'une actualité évidente ont été abordés.

L'accroissement du nombre de réunions de commission communes ces dernières années mérite également d'être souligné. Elles sont traditionnellement organisées par le parlement du pays qui exerce la présidence de l'Union et ont lieu en ses murs. En 2009-2010, les réunions de commission communes ont été présidées par la Suède et l'Espagne.

*

* *

11. Commission chargée du suivi du Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité

Président : Armand De Decker.

La commission s'est réunie 9 fois. Chaque réunion était à huis clos.

Pendant ces réunions, les points suivants ont été à l'ordre du jour :

- Exposé par et échange de vues avec le ministre de la Justice, M. Stefaan De Clerck, sur le fonctionnement de la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignement et de l'organe de coordination pour l'analyse de la menace;
- Proposition de modification du Règlement du Sénat;
- Examen de divers rapports de contrôle du Comité R;
- Préparation des recommandations sur le rapport annuel du Comité R;
- Préparation de la 6ième conférence internationale des commissions parlementaires de contrôle des services de renseignements et de sécurité, à Bruxelles - Sénat, les 30 septembre et 1er octobre 2010;

Avec la Commission spéciale chargée de l'accompagnement parlementaire du Comité permanent de contrôle des services de police de la Chambre des représentants

Également à huis clos

- Rapport d'activités et Rapport d'observatoire 2008 du Comité P;
- Examen d'un rapport de synthèse introduit par le Comité P.

Rencontres et journées d'études

- Rencontre avec une délégation de la commission conjointe Sécurité-Renseignements du Parlement de la Bosnie-Herzégovine, à Bruxelles - Sénat, le 30 octobre 2009;
- Journée d'étude sur le Cycle de renseignements, à Bruxelles, Val Duchesse, le 5 mars 2010.

*
* *

12. Commission de contrôle des dépenses électorales et de la comptabilité des partis politiques

Présidents : MM. Armand De Decker et Patrick Dewael.

Les missions et les compétences de la Commission de contrôle se résument ainsi :

1. contrôle du respect des dispositions légales en matière de limitation des dépenses électorales et d'origine des fonds qui y ont été affectés, par les partis politiques et les candidats individuels pour les élections des Chambres fédérales et du Parlement européen;
2. contrôle du respect par les partis politiques et leurs composantes, les listes, les candidats et les mandataires politiques, de l'obligation d'enregistrement de tout don de 125 euros et plus émanant de personnes physiques;
3. contrôle des communications officielles des membres du gouvernement fédéral et des présidents de la Chambre et du Sénat;
4. examen des rapports financiers sur la comptabilité des partis politiques et de leurs composantes.

La Commission de contrôle a :

1. *pour ce qui concerne sa première mission :*
 - a. à l'occasion de l'élection du Parlement du 7 juin 2009 :
 - approuvé les rapports des présidents des bureaux principaux de collège sur les dépenses électorales et l'origine des fonds qui y ont été affectés, étant entendu que les candidats qui n'avaient pas déposé leur déclaration de dépenses électorales ont été dénoncés aux parquets de Namur et Malines;
 - b. en vue des élections des Chambres fédérales du 13 juin 2010 :
 - approuvé le projet de tableau de la ministre de l'Intérieur déterminant les maxima autorisés de dépenses électorales;
 - décidé de déclarer le vade-mecum contenant le commentaire et les recommandations de la Commission de contrôle concernant l'interprétation de la législation en matière de dépenses électorales, publié le 30 avril 2007 (Doc. Chambre, n° 51-3115/1 et Sénat, n° 3-2449/1), en vue des élections parlementaires fédérales du 10 juin 2007, applicable pour les élections des Chambres fédérales du 13 juin 2010;
 - proposé, en ce qui concerne le contrôle des communications gouvernementales pendant la période réglementée avant les élections, de demander à tous les présidents des parlements régionaux et communautaires, ainsi qu'aux présidents des commissions communautaires de la Région de Bruxelles-Capitale, d'insister auprès de leurs organes de contrôle respectifs en matière de communications gouvernementales pour qu'ils appliquent, dans le traitement des dossiers, les mêmes critères que ceux prévus dans le protocole d'accord conclu le 5 mars 2009

pour les élections du 7 juin 2009. Tous les présidents concernés ont accédé à cette demande;

2. *pour ce qui concerne sa deuxième mission :*

- contrôlé les dons enregistrés de 125 euros et plus qui ont été faits en 2008 par des personnes physiques à des partis politiques et leurs composantes, des listes, des candidats et des mandataires politiques;

3. *pour ce qui concerne sa troisième mission :*

- rendu 25 avis sur des notes de synthèse introduites en application de l'article 4bis de la loi du 4 juillet 1989;

4. *pour ce qui concerne sa quatrième mission :*

- approuvé dix des onze rapports financiers relatifs à la comptabilité des partis politiques et de leurs composantes pour l'exercice 2008 (voir doc. Sénat, n^{os} 4-1306/1, 2 et 3). Étant donné qu'un parti politique n'a pas déposé un rapport financier au sens de la loi dans le délai légal, la commission a décidé de retenir la dotation de ce parti pendant une période de quatre mois, de décembre 2009 à mars 2010;
- accepté qu'à partir de l'exercice 2009, des ex-partenaires d'un cartel déposent chacun un rapport financier séparé;
- publié les rapports financiers relatifs à la comptabilité des partis politiques et de leurs composantes pour l'exercice 2009 (voir doc. Sénat, n^{os} 4-1779/1 et 2).
- approuvé, après consultation de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, de la Cour des comptes et des partis politiques, un nouveau modèle de rapport financier;

5. *pour ce qui concerne l'évaluation de la législation entre autres à la suite des recommandations adressées à la Belgique par le Conseil de l'Europe (Groupe d'États contre la Corruption - GRECO) :*

confié au groupe de travail Partis politiques la mission de :

- examiner la manière selon laquelle peuvent être rencontrées les recommandations que le Conseil de l'Europe - GRECO a adressées, le 15 mai 2009, à la Belgique sur la transparence du financement des partis politiques (voir le rapport d'évaluation : http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/greco/evaluations/round3/ReportsRound3_en.asp);
- établir les priorités éventuelles en ce qui concerne la modification d'autres parties de la législation en matière de dépenses électorales et de comptabilité des partis politiques.

*

* *

13 Groupe de travail «Désarmement nucléaire»

Président : M. Philippe Mahoux

Auditions et échanges de vues

Désarmement nucléaire; n° 4-1630/1 :

- Prof. Eric DAVID (ULB) : “Aspects juridiques de la problématique du désarmement nucléaire”;
- Prof. Tom SAUER (Université Anvers) : “La pensée stratégique nucléaire en mouvement”;
- Prof. André DUMOULIN (Ecole Royale militaire, ULG, réseau RMES) : “Le paysage nucléaire européen : socles et scénarios”;
- Prof. Eric REMACLE (ULB) : “Impact sur la sécurité européenne, transatlantique et globale des pourparlers américano-russes sur la réduction des armements nucléaires stratégiques et les systèmes antimissiles”;
- M. Joseph HENROTIN, Docteur en sciences politiques (ULB), chargé de recherches au Centre d'Analyse et de Prévision des Risques Internationaux (CAPRI, Paris) et collaborateur de l'Institut de Stratégie Comparée, rédacteur en chef de “Défense & Sécurité Internationale” : “Tendances et prospective de la prolifération nucléaire et de ses contre-mesures militaires - une lecture doctrinale”;
- Prof. Rik COOLSAET (Université Gand) : “Les développements stratégiques récents concernant la tâche principale restante de la Belgique”;
- Dr. Luc MAMPAEY, chercheur au Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité (GRIP) : “Les zones exemptes d'armes nucléaires (ZEAN) : état des lieux, bilan et nouveaux enjeux”;
- M. Werner BAUWENS, envoyé spécial pour le désarmement et la non-prolifération : “Les 10 ans de politique de non-prolifération et de désarmement de la Belgique et les perspectives pour la prochaine conférence de révision du Traité de non-prolifération”;
- Dialogue avec la société civile : Dr. Philippe de Salle (Médecins pour la prévention de la guerre nucléaire) et M. Hans Lammerant (*Vredesactie*) : “La conférence internationale de révision du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires”.

*

* *

14. Groupe de travail « Exploitation et trafic des richesses naturelles au Congo de l'Est »

Présidente : Mme Els Schelfhout

Auditions et échanges de vues

Exploitation et trafic des richesses naturelles au Congo de l'Est; n° 4-1629/1 :

- “L'aspect technique des richesses naturelles du Congo de l'Est” :
 - M. Raf Custers, chercheur chez IPIS (*International Peace Information Service*);
- “La contribution de la communauté internationale à la lutte contre l'exploitation et le commerce illégaux des matières premières dans la région des Grands Lacs” :
 - M. Roeland Van de Geer, envoyé spécial de l'Union européenne pour les Grands Lacs;
- “*Task Force Mineral Resources in Central Africa (MIRECA)* : la politique belge vis-à-vis de la problématique des mines en Afrique centrale” :
 - M. Karl Dhaene, représentant du ministre des Affaires étrangères;
 - M. Hugues Chantry, *desk officer* Congo, SPF Affaires étrangères;
 - M. Thierry de Pyper, *desk officer* Congo, SPF Affaires étrangères.
- Mapping et recommandations de la société civile belge concernant les ressources naturelles :
 - Présentation du Réseau belge des ressources naturelles (RBRN) et de ses activités : Mme Véronique Rigot, chargée de recherche Environnement et Développement, Centre National de Coopération au Développement (CNCD) - 11.11.11;
 - Présentation des recommandations et des alternatives élaborées par le Réseau belge des ressources naturelles (RBRN) : Mme Axelle Fisher, secrétaire générale, Commission Justice et Paix;
 - Présentation des pistes de politique possibles pour le groupe de travail : M. Koen Warmenbol, chargé du plaidoyer Ressources Naturelles - 11.11.11
- L'exploitation minière dans l'Est du Congo :
 - M. Michel Defays, *World Mining Company (WMC)*.

*
* * *

15. Groupe de travail « Espace »

Présidente : Mme Christine Defraigne

- *Activités du groupe de travail*

L'espace est un secteur de haute technologie et porteur d'avenir, dont les applications gagnent sans cesse en importance. En outre, la Belgique participe largement aux programmes spatiaux de l'Agence spatiale européenne (ESA) et à d'autres programmes de coopération. Enfin, l'espace représente un secteur qui revêt une importance stratégique de plus en plus grande pour la Belgique et pour l'Europe.

Pour toutes ces raisons, le Sénat a décidé le 13 juillet 2000, sous la présidence de M. Armand De Decker, de créer un groupe de travail "Espace". Au cours de la législature 2003-2007, ce groupe de travail a été présidé par M. François Roelants du Vivier.

Le mercredi 11 mars 2009, un nouveau groupe de travail a vu le jour et sa présidence a, cette fois encore, été confiée à M. François Roelants du Vivier. Celui-ci a quitté ses fonctions de sénateur de communauté suite aux élections régionales de 2009. Le groupe de travail a été reconstitué le 21 janvier 2010 sous la présidence de Christine Defraigne et a rapidement repris ses activités.

- *Réunions du groupe de travail*

Les réunions suivantes ont été organisées en 2010 :

- échange de vues avec Mme Sabine Laruelle, ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique, au sujet de la politique spatiale de la Belgique en vue de la présidence belge de l'Union européenne (dossier législatif 4-1680)
- échange de vues avec le professeur René Warnant (ULg et IRM) et M. Paul Flament (Commission européenne) au sujet de Galileo (dossier législatif 4-1714).
- 11 mars 2010 : rencontre avec M. Frank De Winne, spationaute à l'ESA, suite à sa mission dans la Station spatiale internationale

- *Conférence interparlementaire européenne de l'Espace*

Le groupe de travail représente le Parlement belge à la Conférence interparlementaire européenne sur l'Espace (CIEE). Cette conférence s'inscrit dans le cadre d'un forum de coopération européen au sein duquel sont représentés les groupes parlementaires chargés de l'espace en Belgique, en Allemagne, en France, en Italie, en Pologne, en Roumanie, en Espagne, en Tchéquie et au Royaume-Uni. Créés en 1999, ces groupes se réunissent tous les six mois pour discuter de la politique spatiale européenne.

En 2009, la CIEE a été placée sous la présidence de la Grande-Bretagne. En 2010, la présidence est assurée par la Roumanie qui a organisé, en mai 2010 à Bucharest, une réunion

préparatoire en vue de la Conférence. Celle-ci se tiendra également à Bucharest dans le courant du mois d'octobre 2010.

- *Prix Odissea*

Depuis 2005, le Prix Odissea est décerné par le Sénat à un(e) étudiant(e) de l'enseignement supérieur (universitaire ou non-universitaire) pour couronner une thèse relative au thème de l'espace, au sens le plus large.

Il s'agit d'une bourse de 8 000 euros destinée à couvrir les frais d'un séjour à l'étranger au sein d'une organisation ou entreprise à vocation spatiale. En remettant ce prix, le Sénat entend susciter l'intérêt des jeunes pour la science, en général, et pour les questions spatiales, en particulier.

« Odissea » est une référence à la mission réalisée en novembre 2002 par la station spatiale internationale ISS, à laquelle a participé notre spationaute ESA Frank De Winne.

En 2009, le prix Odissea a été décerné par le Sénat et par le département de la Politique scientifique à M. Matthieu Lonchay, étudiant à l'Université de Liège, pour son mémoire "Précision du positionnement par satellites : influence de la géométrie de la constellation".

Le prix Odissea sera à nouveau attribué en 2010.

*

* *

16. Groupe de travail « Traite des êtres humains »

Président : M. Dirk Claes.

Réunions à huis clos

- Rapport annuel sur la Traite et le Trafic des êtres humains du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme.- Recommandations

Audition avec des représentants du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme :

- M. Edouard Delruelle, directeur adjoint;
- M. Koen Dewulf, chef du service Traite des êtres humains;
- Mme Patricia Le Cocq, juriste près du service Traite des êtres humains;
- M. Stef Janssens, analyste près du service Traite des êtres humains;

- Traite des êtres humains; n° 4-1631/1

Auditions de :

- M. Stefaan De Clerck, ministre de la Justice;
- M. Johan Delmulle, procureur fédéral;
- M. Frédéric Kurz, substitut général à Liège, responsable pour le réseau d'expertise concernant la traite des êtres humains;
- M. Freddy Gazan, chef du service de la politique criminelle;
- M. Cédric Visart de Bocarmé, procureur général près la Cour d'Appel de Liège;
- Mme Karin Carlens, premier substitut près le parquet de Bruxelles;
- Mme Cathérine Collignon, premier substitut près le parquet de Liège;
- M. Luc Falmagne, auditeur du travail de Liège;
- M. Charles-Eric Clesse, premier substitut près l'auditorat du travail de Charleroi;
- M. Wim Bontinck, commissaire principal, chef du service Traite des êtres humains, Police judiciaire fédérale;
- M. Christian Deville, commissaire principal Police locale Charleroi;
- M. Johan Debuf, inspecteur principal zone de police Schaerbeek, Saint-Josse-ten-Noode et Evere;
- M. Patrick Bourgeois, commissaire principal Police judiciaire fédérale Bruxelles;
- M. Paul Neuville, Service d'Information et de Recherche Sociales (SIRS);
- M. Ludo Beck, Direction générale Contrôle des lois sociales;
- Mme Brigitte Doudelet, Inspection sociale de l'arrondissement de Liège;

- M. Peter Van Hauwermeiren, Inspection sociale de l'arrondissement de Flandre-Orientale;
- M. Bruno Devillé, Inspection sociale de l'arrondissement de Bruxelles;
- M. Denis Xhrouet, Esperanto;
- M. Christian Meulders, Sürya.
- Mme Heidi De Pauw, Pag-Asa;
- Mme Solange Cluydts, Payoke;
- Mme Renée Raeymaeckers, Office des Étrangers, Bureau MINTEH;
- M. Jean-Pierre Jacques, Avocat au Barreau de Liège;
- M. Christiaan Sys, M. Jérôme Toussaint, Mme Gerrigje Veldhuis et Mme Lindsey Sandra, SPF Affaires étrangères.

Journée d'étude :

- Séminaire sur la traite des êtres humains, organisé par l'Union Interparlementaire, à Londres, les 22 et 23 février 2010.

*

* *

17. Groupe de travail « Vieillessement de la population »

Présidente : Mme Nele Lijnen

Vieillessement de la population (n° 4-1628)

a) Auditions et échanges de vues

- Auditions de :

- M. Luc Jansen, président du comité consultatif pour le secteur des pensions;
- Professeur Berghman, *Centrum voor Sociologisch Onderzoek, KUL*;
- Professeur Pacolet, *Onderzoeksgroep Verzorgingsstaat en Wonen, KUL*;
- Mmes Nicole Fasquelle, Saskia Weemaes et M. Christophe Joyeux, représentants du Bureau fédéral du Plan;
- professeur Cantillon, de l'*Universiteit Antwerpen*.

- Echanges de vue avec M. Michel Daerden, ministre des Pensions et des Grandes villes.

b) Divers

Voyage d'étude en Suède (21-25 mars 2010)

- Les rencontres suivantes ont eu lieu dans le cadre du vieillissement de la population (la réforme du système de pension et la politique d'activation suivie) :
 - Visite à *Pensionsmyndigheten* – Interlocuteurs : Ole Settergren et Arne Paulson;
 - Entretien au Ministère suédois du Travail/Affaires Sociales au sujet des congés thématiques et des initiatives en vue de prolonger la carrière des travailleurs âgés;
 - Entretien à l'Institut suédois pour les Etudes du Futur "*Institutet för Framtidsstudier*" - Accueil par M. Joakim Palme, CEO Institutet för Framtidsstudier et les chercheurs Daniel Hallberg, Elisa Baroni en Jovan Zamac;
 - Entretien au Ministère suédois de l'Égalité des Chances – Interlocuteurs : Lars Wittenmark en Karolina Vrethem, marché du travail;
 - Entretien avec le syndicat suédois "*Landsorganisationen*" LO – Interlocuteurs : Ellen Nygren et Sofie Rehnström;
 - Entretien avec l'organisation suédoise des patrons '*Svenkst Näringsliv*' - Interlocuteurs: Lars Gellner et Niklas Beckman, droit du travail;
 - Entretien avec la Commission de la Sécurité Sociale du Parlement suédois (Riksdag) - Membres de commission présents : Gunnar Axén, président, Helena Rivière, Lars-Arne Staxäng, Mats G Nilsson, Mikael Cederbratt, Solveig Zander, Fredrick Federley, Matilda Ernkrans, Magdalena Streiffert.

*

* *

III. Commission parlementaire de concertation

Présidents: MM. Armand De Decker et Patrick Dewael

Cette commission, composée paritairement de sénateurs et de députés, s'est réunie onze fois.

Les réunions de la commission sont présidées alternativement et chaque fois pour la durée de la session parlementaire, par le président du Sénat et le président de la Chambre des représentants¹. Durant la session 2009-2010, les réunions étaient présidées par le président de la Chambre.

Ces réunions ont été consacrées essentiellement à la détermination des délais d'évocation et d'examen, conformément aux articles 80 à 82 de la Constitution et à l'article 2, 1^o à 4^o, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation.

La commission a été invitée, à 34 reprises, à déterminer le délai d'évocation et le délai d'examen pour le Sénat après que le gouvernement avait demandé l'urgence au moment du dépôt d'un projet. En outre, elle a dû examiner 19 demandes de prorogation du délai d'examen pour des projets dont le Sénat (8) ou la Chambre des représentants (11) avaient été saisi².

La commission n'a pas eu à régler de conflits de compétences formels et n'a pas eu à se concerter sur la procédure législative à suivre.

La commission est restée l'espace de rencontre privilégié où la Chambre et le Sénat s'informent mutuellement des initiatives envisagées dans le cadre de la procédure législative et se mettent d'accord sur le calendrier parlementaire.

*
* *

¹Article 6, alinéa 2, de la loi du 5 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation.

² La commission a dû, à strictement parler, fixer un *nouveau* délai d'examen, la Chambre ayant laissé passer le délai initial de 60 jours.

IV. Assemblées internationales et relations multilatérales

1. Conseil interparlementaire consultatif de Benelux

Le Conseil interparlementaire consultatif de Benelux se compose de 21 parlementaires belges, 21 parlementaires néerlandais et 7 parlementaires luxembourgeois. Lors de la période de référence 2009-2010, la délégation du Sénat au Conseil de Benelux était composée de MM. les sénateurs Beke, Courtois et Verwilghen.

Le Conseil de Benelux se réunit alternativement à Bruxelles, La Haye et Luxembourg. En 2009 et 2010, il se réunit à Bruxelles. Durant cette période, le Conseil est présidé par M. Tommelein, membre du Parlement flamand et sénateur de communauté.

Durant l'année parlementaire 2009-2010, le Conseil a poursuivi sa réflexion sur l'avenir de son fonctionnement.

Le Traité instituant l'Union économique Benelux, dont le Conseil de Benelux est l'organe parlementaire, a été conclu le 3 février 1958 et est entré en vigueur le 1er novembre 1960. Il était prévu pour une durée de cinquante ans, après quoi il resterait en vigueur pour des périodes successives de dix ans, à moins qu'une des parties ne s'oppose à sa reconduction.

Toutefois, une reconduction tacite du traité n'était pas à l'ordre du jour, compte tenu, d'une part, de l'évolution institutionnelle qu'a connue la Belgique depuis la conclusion du traité et, d'autre part, de la progression de l'intégration européenne. Il faut en effet tenir compte des compétences spécifiques des Régions et des Communautés, y compris au niveau de l'implication internationale de ces domaines de compétences. Il y a également lieu d'enrichir, à la lumière de l'évolution de l'intégration européenne, les domaines dans lesquels la coopération Benelux peut représenter une plus-value et ce, afin de tenir compte des préoccupations nouvelles, comme le problème de l'approvisionnement et de la sécurité énergétiques, ces questions n'étant pas – ou pas encore suffisamment – réglementées au niveau européen.

La première phase de cette réflexion s'est terminée par la signature solennelle, le 17 juin 2008, d'un nouveau traité Benelux par le gouvernement fédéral belge, par les gouvernements belges de Communauté et de Région ainsi que par les gouvernements néerlandais et luxembourgeois. Le Conseil se penche à présent sur l'actualisation de sa propre convention d'institution (Convention entre la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg instituant un Conseil interparlementaire consultatif de Benelux - Bruxelles, 5 novembre 1955) et de son règlement d'ordre intérieur. Cette actualisation est nécessaire parce que la convention d'institution et le règlement d'ordre intérieur ne cadrent plus, sur plusieurs points, avec la nouvelle convention Benelux, par exemple en ce qui concerne la définition des compétences et la planification des travaux au moyen de programmes pluriannuels et annuels, et parce que certaines de leurs dispositions sont tombées en désuétude ou ne correspondent plus à la réalité.

Par ailleurs, le Conseil s'est également penché sur la révision des traités relatifs à l'Office Benelux de la Propriété intellectuelle (Bureau Benelux des marques) et à la Cour de justice Benelux.

Parallèlement à la réflexion sur l'avenir du Benelux et sur son propre fonctionnement, le Conseil a évidemment poursuivi ses activités normales. Conformément à l'ancien et au nouveau traité Benelux ainsi qu'à la convention d'institution du Conseil, les activités de ce dernier portent principalement sur les points suivants: la coopération politique et la concertation entre les trois pays du Benelux sur les questions européennes et étrangères, le fonctionnement de l'Union économique Benelux, le développement durable, la coopération transfrontalière, la coopération culturelle, la coopération en matière d'enseignement et dans le domaine de la justice et des affaires intérieures.

S'agissant des questions européennes et de la politique extérieure, le Conseil Benelux œuvre en faveur d'une concertation permanente entre les gouvernements du Benelux et d'une prise de position commune sur la scène internationale. Le Conseil s'est également attelé à la préparation de la présidence belge de l'UE durant le second semestre de 2010.

Pour ce qui est de la coopération interne au sein du Benelux, le Conseil et ses commissions permanentes se sont intéressés aux matières personnalisables et culturelles, à la coopération en matière d'aménagement du territoire, au fonctionnement de l'Union économique Benelux, à la coopération économique et à la coopération dans les domaines de la justice et des affaires intérieures.

Ainsi, au cours de la période de référence, le Conseil s'est intéressé, entre autres, à des questions d'enseignement, telles que le projet néerlandais d'école itinérante axé sur les enfants de forains et d'artistes de cirque ou la place du sport dans l'enseignement.

Le Conseil s'est également penché sur les questions de la maternité de substitution à des fins commerciales et non commerciales, de la vente de médicaments sur Internet et du transport ambulancier transfrontalier.

En ce qui concerne la coopération dans les domaines de la justice et des affaires intérieures, le Conseil s'est intéressé, entre autres, au transfèrement de détenus belges aux Pays-Bas (Tilburg) et à la coopération transfrontalière en matière de lutte contre les catastrophes. Comme lors de la précédente période de référence, il s'est en outre attelé à la coopération dans la lutte contre les stupéfiants.

En ce qui concerne le fonctionnement de l'Union économique, le Conseil s'est notamment penché sur la problématique du secteur de la pêche maritime et a assuré un suivi du dossier relatif au péage routier. Il s'est en outre intéressé à des projets d'infrastructure transfrontaliers, tels que les liaisons ferroviaires, le canal Gand-Terneuzen et la liaison Seine-Escaut, et au transport transfrontalier de voyageurs.

En ce qui concerne le développement durable relatif aux matières territoriales, le Conseil s'est penché sur la nécessité et les points névralgiques d'un nouveau cadre d'accords Benelux dans le domaine de l'aménagement du territoire pour assurer le suivi de la Deuxième esquisse de structure Benelux, ainsi que sur la nécessité de mettre en oeuvre une coopération en la matière avec les régions limitrophes du Benelux. Une attention a également été portée à la coopération dans le domaine de la nature et de l'environnement, notamment en ce qui concerne les parcs naturels transfrontaliers et le traitement des déchets. D'autre part, une partie des

travaux du Conseil a été consacrée à la conférence des Nations unies sur le climat à Copenhague.

Au cours de l'année parlementaire écoulée, le Conseil Benelux s'est aussi attaché à maintenir ses contacts privilégiés avec d'autres structures de coopération régionale comparables, telles que l'Assemblée balte et le Conseil nordique. Ces contacts ont notamment pris la forme d'une participation aux assemblées plénières des divers conseils et de l'organisation de journées d'étude, de séminaires et de conférences conjoints. Les premières démarches ont en outre été entreprises pour étendre les contacts à d'autres structures de coopération, telles que la Black Sea Cooperation. Dans le même temps, le Conseil tend également vers une coopération structurée avec le Land de Rhénanie du Nord-Westphalie et, d'une manière plus générale, il s'est intéressé à plusieurs reprises au cours de l'année de référence à la coopération transfrontalière aux frontières du Benelux, ainsi qu'à la coopération régionale au sein de l'Europe élargie.

Enfin, comme l'année dernière, le Conseil a suivi de près le dossier de la candidature commune des trois pays du Benelux à l'organisation de la Coupe du monde de football 2018.

2. Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Suite aux élections législatives régionales du 7 juin 2009, deux sénateurs communautaires sortants ont été remplacés au sein de la délégation belge à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Les sénateurs qui font partie de la délégation en tant que délégués effectifs sont MM. Ph. Monfils, H. Vandenberghe et P. Wille.

Les sénateurs qui font partie de la délégation en tant que délégués suppléants sont Mme E. Tindemans (*remplaçant Mme M. Smet depuis le 20 novembre 2009*), MM. G. Lambert, P. Van Den Driessche (*remplaçant M. L. Van den Brande depuis le 20 novembre 2009*) et K. Van Overmeire.

Avec les 7 parlementaires désignés par la Chambre des représentants, la délégation belge compte au total 14 membres qui participent aux travaux de l'Assemblée.

Depuis novembre 2009, la délégation belge est présidée par le sénateur P. Wille. Le député L. Goutry est vice-président de la délégation. Le sénateur P. Wille, qui a été vice-président de l'Assemblée jusque fin 2009, a été élu président de la commission des question économiques et du développement en janvier 2010.

Depuis septembre 2009, l'Assemblée a tenu quatre sessions ordinaires à Strasbourg, à savoir en octobre 2009, en janvier, en avril et en juin 2010.

À cela s'ajoutent trois réunions de la Commission permanente, qui agit au nom de l'Assemblée dans l'intervalle des sessions plénières, à Berne, Paris et à Skopje. En principe, ces réunions se tiennent dans le pays qui assure la présidence semestrielle du Comité des Ministres, l'organe exécutif du Conseil de l'Europe.

L'année 2010 est une année charnière pour le Conseil de l'Europe : présentation des orientations de la réforme en profondeur du Conseil de l'Europe voulue par le nouveau

Secrétaire Général, M. Thorbjørn Jagland (élu en septembre 2009), pour la première fois élection d'un parlementaire turc à la présidence de l'Assemblée parlementaire (en janvier 2010) et ratification par la Russie du protocole n° 14 à la Convention européenne des droits de l'homme qui devrait permettre un désengorgement progressif de la Cour.

À ces éléments, il convient d'ajouter la conférence de haut niveau sur l'avenir de la Cour européenne des droits de l'homme, qui s'est tenue les 18 et 19 février 2010 à Interlaken.

Parmi les autres grands sujets débattus lors des sessions, il y a lieu de citer la discrimination sur la base de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre - un sujet fort controversé -, les conséquences de la crise économique, la lutte contre la traite des êtres humains, la piraterie, la pandémie de grippe H1N1, divers aspects de la migration, la situation au Proche-Orient, et, bien évidemment, l'avenir du Conseil de l'Europe à la lumière de ses 60 années d'expérience. Les conclusions de ce dernier rapport mettent en évidence la nécessité pour l'institution de se recentrer sur ses missions fondamentales, à savoir la sauvegarde des droits de l'homme, le renforcement de l'État de droit et la promotion de la démocratie. Avec l'adoption de ce rapport, l'Assemblée veut donner un signal fort sur sa volonté de redonner une visibilité importante tant à ses travaux qu'à l'ensemble de l'institution.

Lors de la session plénière de juin, l'Assemblée a tenu un débat biennal sur la situation de la démocratie dans les États membres du Conseil de l'Europe. Le député R. Daems, un des trois rapporteurs en la matière, a présenté pour la commission des questions politiques, le rapport sur les « *sources extra-institutionnelles du pouvoir en régime démocratique* ».

Au cours de ses travaux, l'Assemblée a également continué à contrôler le cheminement vers la démocratie des États membres du Conseil de l'Europe qui font encore l'objet de la procédure de suivi ou de dialogue post-suivi, tels que l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, la Moldavie, le Monaco, le Monténégro, ...

Lors de la session d'avril, l'Assemblée s'est plus particulièrement penchée sur la situation au Bélarus, pays candidat à l'adhésion depuis 1993 et dont le statut d'invité spécial a été suspendu en 1997. En juin 2009, l'Assemblée avait proposé de lever cette suspension à condition qu'un moratoire sur l'exécution de la peine de mort soit décrété. Toutefois, compte tenu de la détérioration de la situation dans le pays, l'Assemblée a décidé de suspendre ses activités impliquant des contacts à haut niveau entre l'Assemblée et le parlement du Bélarus et/ou les autorités gouvernementales.

Parmi la liste des personnalités qui se sont adressées à l'Assemblée figurent: M. Danilo Türk, Président de la Slovénie, M. Pierre Lellouche, Secrétaire d'État aux affaires européennes de la France, M. Georges A. Papandréou, Premier ministre de la Grèce, M. Franco Frattini, Ministre des affaires étrangères de l'Italie, M. Viktor Ianoukovitch, Président de l'Ukraine et M. Sergueï Lavrov, Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie.

Lors de la réunion de la Commission permanente à Paris en mars, le sénateur P. Wille a présenté le rapport pour la commission de l'égalité des chances pour les femmes et les hommes sur le « *fossé salarial entre les femmes et les hommes* ».

Lors de cette réunion de la Commission permanente, le sénateur G. Lambert a présenté un avis pour la commission des questions économiques et du développement concernant le rapport «*repenser les droits des créateurs à l'ère d'Internet* ».

Le sénateur P. Wille a introduit une proposition de recommandation sur le «*surendettement des États : un danger pour la démocratie et les droits de l'homme* », pour laquelle il a été désigné rapporteur pour la commission des questions économiques et du développement.

3. Assemblée européenne de sécurité et de défense (Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (UEO))

Avec l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, et plus particulièrement son impact sur la sécurité et la défense de l'Europe, la Présidence du Conseil permanent de l'UEO, au nom des Hautes Parties Contractantes au Traité de Bruxelles modifié, a rendu public le 31 mars 2010 une déclaration annonçant la décision collective de mettre fin au Traité et, par conséquent, de fermer l'Organisation.

Cette dissolution de l'UEO (y compris de son Assemblée) interviendra au terme d'un délai d'un an à compter de la notification à l'État dépositaire (la Belgique) de la dénonciation du Traité par les dix Parties Contractantes (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Grèce, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal et Royaume-Uni). La date buttoir pour la cessation des activités est le 30 juin 2011.

Pour rappel, l'Assemblée de l'UEO a été créée en 1954 lorsque le Traité de Bruxelles de 1948 sur la coopération européenne en matière de sécurité et de défense a été modifié pour créer l'«Union de l'Europe occidentale».

À la suite des décisions prises par les chefs d'État et de gouvernement au Conseil européen de Nice en décembre 2000, les organes décisionnels jugés nécessaires (Comité politique et de sécurité et Comité militaire, soutenu par un État-major) ont été officiellement mis en place dans le cadre du deuxième pilier de l'UE, afin d'assumer le rôle et les fonctions de l'UEO au sein de l'UE.

À la suite de ce transfert des activités opérationnelles de l'UEO à l'UE, l'Assemblée se consacre principalement au suivi de la politique de sécurité et de défense (PESD) de l'UE, tout en restant attentive aux implications de l'engagement de défense collective (Article V) de l'UEO et de la coopération avec l'OTAN basée sur l'Article IV du Traité de Bruxelles modifié, qui établit un lien organique avec l'Alliance atlantique.

Pour l'instant, plusieurs formules sont à l'étude afin d'assurer la continuité du contrôle interparlementaire de *la politique européenne de sécurité et de défense*, inscrite au Traité de Lisbonne comme *la politique de sécurité et de défense commune*.

La composition de la délégation du Sénat à l'Assemblée de l'UEO, identique à celle à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, se présente comme suit:

- membres effectifs: MM. Philippe Monfils, Hugo Vandenberghe et Paul Wille
- membres suppléants: Mme Elke Tindemans, MM. Geert Lambert, P. Van Den Driessche et Karim Van Overmeire

Avec les 7 parlementaires désignés par la Chambre des représentants, la délégation belge compte au total 14 membres qui participent aux travaux de l'Assemblée. La délégation belge est présidée par le sénateur Philippe Monfils.

Lors de la session de décembre 2009, le député Luc Goutry a été élu pour la troisième année consécutive comme Vice-Président de l'Assemblée pour la Belgique.

La délégation a participé aux séances plénières de l'Assemblée qui se sont tenues à Paris (1-3 décembre 2009 et 15-17 juin 2010) ainsi qu'aux réunions des diverses commissions de l'Assemblée.

Parmi les grands sujets débattus lors des sessions plénières, il y a lieu de mentionner: la défense européenne et le Traité de Lisbonne, la nouvelle architecture de sécurité pour l'Europe, la surveillance maritime européenne, l'Iran et le Moyen-Orient, la guerre en Afghanistan, la prolifération nucléaire, ...

Lors de la session de décembre 2009, le député Rik Daems a présenté un rapport au nom de la Commission des relations parlementaires et publiques sur les « *modèles et structures de coopération interparlementaire* ». Lors de la session de juin 2010, il a présenté un rapport sur le « *le suivi de la PSDC dans les parlements nationaux et au Parlement européen* ».

La délégation belge a également participé aux différents colloques et conférences qui ont été organisés par l'Assemblée, comme par exemple :

- Berlin (Allemagne), le 8 et 9 décembre 2009 : «La conférence sur la défense et la sécurité européennes »;
- Madrid (Espagne), le 11 mars 2010 : «Le marché transatlantique des équipements de défense »;
- Saint-Petersbourg (Fédération russe), le 8 avril 2010 : «L'avenir de la sécurité européenne».

Les rencontres conjointes semestrielles des membres de l'Assemblée avec les Représentants permanents du Conseil permanent de l'UEO / Comité politique et de sécurité de l'Union européenne (COPS) ont eu lieu à Bruxelles le 16 septembre 2009 et le 24 mars 2010. Ce Comité, composé des Ambassadeurs représentant les États membres de l'UE, est l'organe politique directeur de la Politique européenne de sécurité et de défense (PESD). Dans le cadre de ces rencontres, les membres de l'Assemblée ont également eu des contacts avec d'autres organes de l'UE, tels que le Comité militaire et l'État major.

4. Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)

Les sénateurs Mahoux (PS), Verwilghen (Open VLD) et Destexhe (MR) ont participé aux réunions d'automne de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE qui se sont tenues à Athènes du 8 au 11 octobre 2009. La conférence principale avait pour thème la sécurité énergétique et l'environnement (voir dossier législatif 4-1471). La délégation fut conduite par le député François-Xavier de Donnea (MR) et était en outre composée des députés Patrick Moriau (PS), Sabien Lahaye-Battheu (Open VLD), Roel Deseyn (CD&V) et Francis Van den Eynde (VL Bel.).

Les sénateurs Alain Destexhe (MR) et Philippe Mahoux (PS) ont participé à la huitième session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE qui s'est tenue à Vienne les 18 et 19 février 2010. M. Mahoux y est notamment intervenu dans le débat sur la situation en Afghanistan.

La dix-neuvième session annuelle se tiendra à Oslo du 6 au 10 juillet 2010 et aura pour thème : "L'Etat de droit : lutte contre la criminalité transnationale et la corruption".

5. Conférence des organes spécialisés en affaires communautaires des parlements de l'Union européenne («COSAC »).

La COSAC est une forme de coopération interparlementaire qui offre un forum aux membres des commissions des parlements nationaux de l'Union européenne qui ont les affaires européennes dans leurs attributions et de la commission compétente du Parlement européen. Les parlements des États candidats à l'adhésion participent également à ces conférences. Les réunions sont organisées deux fois par an par le parlement de l'État membre qui assure la présidence du Conseil de l'Union européenne.

Lors de la **42ème COSAC**, qui s'est tenue à Stockholm (Suède) les 5 et 6 octobre 2009, et à laquelle ont participé les sénateurs Martine Taelman, Els van Hoof et Philippe Mahoux, les points suivants ont été abordés :

- le contrôle, par les parlements nationaux, de la subsidiarité et de la proportionnalité;
- les priorités de la présidence suédoise;
- le changement climatique;
- l'ouverture et la transparence au sein des institutions européennes et des parlements nationaux en ce qui concerne le traitement des matières européennes;
- le programme de Stockholm.

Lors de la **43ème COSAC**, qui s'est déroulée à Madrid (Espagne) les 31 mai et 1er juin 2010 et à laquelle la sénatrice Vanessa Matz a participé, les thèmes suivants ont été abordés:

- le rôle futur de la COSAC après l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne;
- les priorités de la présidence espagnole;
- les priorités politiques de la nouvelle Commission européenne;

- un nouveau modèle de coopération entre le Parlement européen et les parlements nationaux après l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne.

6. Union interparlementaire

L'Union interparlementaire, qui existe depuis 1889, est l'organisation mondiale des parlements nationaux. Actuellement, 155 parlements en sont membres. La Belgique est l'un des neuf pays membres fondateurs.

Le Bureau du groupe belge de l'UIP est composé de 14 membres. Les sénateurs suivants en faisaient partie au cours de la session 2009-2010 :

- membres : M. Beke, Mme de Bethune, M. Destexhe et Mme Temmerman
- suppléants: Mme Matz, M. Tommelein et M. Mahoux.

Mme de Bethune est présidente du groupe belge de l'UIP.

Le Bureau du groupe s'est réuni le 14 octobre et le 9 décembre 2009, ainsi que le 3 février et le 28 avril 2010. L'assemblée générale du groupe a eu lieu le 3 février 2010.

M. Mahoux est membre du Comité des droits de l'homme des parlementaires de l'UIP depuis avril 2007 (mandat de 5 ans). Ce comité s'occupe de cas concrets de violations des droits de l'homme dont des parlementaires sont victimes. Il se réunit quatre fois par an : lors de chaque assemblée et deux fois au siège de l'UIP à Genève. M. Mahoux a participé aux sessions pendant la 121e et la 122e Assemblée (voir ci-dessous) ainsi qu'à la session à Genève du 18 au 21 janvier 2010. Il a également conduit une mission sur le terrain du comité au Niger, du 30 novembre au 1^{er} décembre 2009.

Mme Temmerman est membre du Groupe consultatif de l'UIP sur le VIH/sida depuis mai 2008 (mandat de 4 ans). Ce groupe coordonne les activités de l'UIP et encourage l'action parlementaire dans le domaine du VIH/sida. Mme Temmerman a participé à la réunion du groupe qui s'est tenue à Genève les 24 et 25 septembre 2009.

M. Destexhe est vice-président de la commission Paix et sécurité internationale de l'Assemblée de l'UIP depuis avril 2009 (mandat de 4 ans).

Pour plus d'informations sur l'organisation et les activités du groupe belge ainsi que sur l'Union interparlementaire en général, consultez le site web du groupe belge de l'UIP (<http://ipu.fed-parl.be>).

Sessions de l'Assemblée de l'UIP

- 121e Assemblée, Genève, 19-21 octobre 2009

Mme de Bethune a conduit la délégation, dont faisaient également partie MM. Mahoux et Beke.

La session comportait un débat d'urgence, des débats préliminaires avec panels sur les thèmes à examiner par les commissions permanentes lors de la prochaine assemblée et une session de la commission des Affaires des Nations Unies.

Mme de Bethune est intervenue dans le débat d'urgence sur la sécurité alimentaire dans le monde ainsi que lors de l'audition de la commission des Affaires des Nations Unies avec M. Jacques Diouf, directeur général de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation).

Elle a également pris la parole à plusieurs reprises pendant les réunions du groupe géopolitique dont la Belgique fait partie au sein de l'UIP (groupe des Douze Plus), notamment dans le débat sur la question de l'éventuelle refondation de l'UIP sur la base d'un traité international ainsi qu'à propos de la procédure d'élection du Secrétaire général de l'UIP.

M. Beke est intervenu dans le débat de la commission des Affaires des Nations Unies sur les changements climatiques. Il a également été nommé vérificateur interne des comptes de l'UIP pour l'exercice 2010 et devra présenter un rapport à ce sujet lors de l'Assemblée de l'UIP en avril 2011.

- 122e Assemblée, Bangkok (Thaïlande), 28 mars – 1^{er} avril 2010

MM. Beke, Destexhe et Mahoux ainsi que Mme Matz ont participé à la session.

L'Assemblée a approuvé des résolutions sur les questions suivantes:

- Coopération et responsabilité partagée dans la lutte mondiale contre la criminalité organisée, notamment le trafic de drogues, la vente illicite d'armes, la traite des êtres humains et le terrorisme transfrontière (commission I: Paix et sécurité internationale)
- Le rôle des parlements dans le développement des coopérations Sud-Sud et triangulaires en vue d'accélérer la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (commission II: Développement durable, financement du développement et commerce)
- La participation des jeunes au processus démocratique (commission III : Démocratie et droits de l'homme)
- Action des parlements visant à renforcer la solidarité de la communauté internationale envers les peuples haïtien et chilien à la suite des grandes catastrophes dévastatrices qui les ont frappés et nécessité d'intervenir d'urgence dans tous les pays exposés pour améliorer l'évaluation des risques, la prévention des catastrophes et l'atténuation de leurs conséquences (point d'urgence).

M. Beke est intervenu dans le débat sur la participation des jeunes au processus démocratique.

L'Assemblée a retenu deux thèmes proposés par M. Destexhe pour la session d'avril 2011 :

- Mettre en place un cadre législatif propre à prévenir la violence électorale, à améliorer le suivi des élections et à assurer une transition politique sans heurt (commission I: Paix et sécurité internationale)

- Financement des partis politiques et des campagnes électorales : transparence et responsabilité (commission III : Démocratie et droits de l'homme).

M. Destexhe et un membre du parlement sud-africain, Mme Kubayi, ont été nommés co-rapporteurs sur le thème du financement des partis politiques et des campagnes électorales. Ils devront présenter une première version de leur rapport lors de la 123e Assemblée de l'UIP à Genève, en octobre 2010. Le rapport définitif ainsi qu'un projet de résolution présenté par les co-rapporteurs seront examinés lors de la 124e Assemblée à Panama City en avril 2011.

M. Mahoux avait également suggéré un thème pour la commission III, dans la lignée de ses activités au sein du Comité des droits de l'homme des parlementaires : « Protéger le mandat parlementaire contre les mesures d'exclusion ou de destitution pendant la durée de la législature ».

M. Destexhe a participé à la réunion du Bureau de la commission I, dont il est vice-président. Les bureaux des commissions permanentes examinent les différents thèmes proposés pour la prochaine session afin de faire une recommandation à l'Assemblée.

Autres conférences de l'UIP

- Réunion parlementaire dans le cadre du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire, Rome (FAO), 13 novembre 2009 : M. Coveliers et Mme Tilmans
- Audition parlementaire annuelle aux Nations Unies, New York (ONU), 19-20 novembre 2009 : Mme Matz
- Conférence régionale sur les migrations et les violences à l'encontre des femmes en Europe, Paris, 10-11 décembre 2009 : M. Wille et Mme Vienne (oratrice invitée par l'UIP pour introduire le débat sur le thème : « Coopération internationale et protection extraterritoriale des femmes et des filles résidant habituellement en Europe contre les pratiques contraires aux droits de la personne humaine »)
- Réunion parlementaire dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (CDP15), Copenhague, 16 décembre 2009 : Mmes Khattabi et Tilmans
- Séminaire régional pour les parlements du groupe des Douze Plus sur la traite des êtres humains, Londres, 22-23 février 2010 : Mme Désir (pour le groupe de travail « Traite des êtres humains »)
- Réunion parlementaire dans le cadre de la 53e session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies, New York, 2 mars 2010 : M. Destexhe, Mme Van Hoof, Mme de Bethune, Mme Lijnen et Mme Vienne (délégation du Comité d'avis pour l'égalité des chances femmes-hommes) – A l'invitation de l'UIP, Mme de Bethune y a fait une présentation sur le thème « Faire respecter le droit des femmes : de l'égalité en droit à l'égalité dans les faits ». Elle a également représenté l'UIP à une réunion au Congrès américain à Washington, le 4 mars, sur la situation des femmes en politique dans le monde.

Contacts bilatéraux du groupe belge de l'UIP

Au sein du groupe belge de l'UIP, il existe 97 sections bilatérales, réparties en huit groupes régionaux (Europe occidentale, Europe méridionale, Europe centrale, Eurasie, Moyen-Orient/Afrique du Nord, Afrique, Asie/Océanie et Amérique). Les membres du Parlement fédéral y adhèrent de leur propre initiative. Au cours de la session 2009-2010, cinquante sections étaient présidées par des sénateurs.

Trois délégations parlementaires ont visité la Belgique à l'invitation d'une section.

Une délégation du parlement roumain a visité la Belgique du 23 au 26 février 2010, à l'invitation de Mme Tindemans, présidente de la section Belgique-Roumanie.

Une délégation du parlement argentin et une délégation du parlement de l'Arabie saoudite ont été accueillies par les sections bilatérales correspondantes, respectivement du 28 mars au 1^{er} avril 2010 et du 19 au 26 avril 2010.

La rencontre annuelle des présidents et vice-présidents des sections bilatérales avec les ambassadeurs des pays concernés a eu lieu le 2 mars 2010 dans les salons de la Présidence de la Chambre des représentants.

Par ailleurs, Bruxelles a été le théâtre de rencontres avec des délégations parlementaires, des ambassadeurs et d'autres représentants des pays et territoires suivants : Afghanistan, Albanie, Algérie, Ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM), Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Burkina Faso, Burundi, R.D. Congo, Cuba, Egypte, Géorgie, Irak, Israël, Italie, Ouzbékistan, Palestine, Pays-Bas, Pologne, Slovaquie, Thaïlande, Turquie et Ukraine.

7. Assemblée parlementaire euroméditerranéenne (APEM)

Mme Elke TINDEMANS, sénatrice (CD&V), a représenté le Parlement fédéral au sein de la commission de l'APEM pour la promotion de la qualité de la vie, des échanges humains et de la culture, qui s'est réunie à Lisbonne sous la présidence de M. Alberto Marques Antunes (membre de la "Assembleia da Republica").

Le 22 février 2010, les travaux de la commission étaient consacrés à la Méditerranée et à l'histoire commune de sa population.

Mme Tindemans a également participé à la session de l'Assemblée parlementaire euroméditerranéenne qui s'est tenue à Amman (Jordanie) du 12 au 14 mars 2009. Elle y a siégé au sein de la commission pour la promotion de la qualité de la vie, des échanges humains et de la culture, ainsi que dans la commission pour les droits des femmes.

Lors de la session plénière, l'Union pour la Méditerranée et la situation au Moyen-Orient ont figuré au centre des discussions.

8. Conférences de présidents de parlement

M. Delpérée a représenté le Président du Sénat lors de la réunion extraordinaire de la Conférence des présidents des parlements de l'Union européenne qui s'est tenue à Stockholm, le 12 décembre 2009.

La réunion a eu lieu à l'occasion de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne. Son but était de procéder à un premier échange de vues sur les conséquences du traité pour les parlements nationaux et pour la coopération entre le Parlement européen et les parlements nationaux.

Les questions suivantes ont été abordées:

- la mise en oeuvre du contrôle de subsidiarité et l'amélioration de l'échange d'information entre les parlements à ce propos
- l'amélioration de l'efficacité des réunions interparlementaires au sein de l'Union européenne
- le rôle futur de la Conférence des présidents des parlements de l'UE
- le rôle des parlements dans les domaines d'action « Liberté, sécurité et justice » et « Affaires étrangères et défense ».

Les participants se sont divisés en trois groupes de discussion plus restreints. M. Delpérée a présidé un de ces groupes et a présenté ses conclusions en réunion plénière.

9. Association des Sénats d'Europe.

a) *Réunion extraordinaire (Gdansk-Pologne, du 22 au 24 octobre 2008)*

Cette rencontre organisée à l'occasion du 20ème anniversaire des premières élections libres à l'Est et du rétablissement du Sénat polonais, portait sur les deux thèmes suivants :

- « La démocratie en Europe vingt ans après les premières élections libres à l'est du mur de Berlin »
- « L'Europe dans un contexte global vingt ans après la fin de la guerre froide ».

Dans son intervention, M. Marc Verwilghen, Vice-Président, a salué le rôle de pionnier de la Pologne dans la lutte pour les libertés. C'est grâce à la réconciliation qui suivit entre l'Est et l'Ouest que put naître l'Union européenne. Dorénavant, nous avons à poursuivre la construction de la Maison commune européenne.

b) XIIIème réunion de l'Association (Rome-Italie, du 15 au 16 avril 2009)

Les Présidents des Sénats d'Europe se sont retrouvés à Rome pour échanger sur « le développement de la diplomatie parlementaire au cours du XXIème siècle ».

La question de la politique européenne de sécurité et de défense retint l'attention du Président Armand De Decker dans son discours.

En effet, au lendemain du Traité de Lisbonne, l'avenir de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale (UEO) se pose. Ce lieu de rencontres a rendu tant de services à l'Europe durant plus d'un demi-siècle. Il importe que soit mis sur place une nouvelle structure permettant au niveau européen, le contrôle parlementaire de la politique européenne de sécurité et de défense.

10. Divers

a) Sénateurs détachés comme observateurs électoraux :

17.01.2010 Elections présidentielles en Ukraine - premier tour (M. Collas)

7.02.2010 Elections présidentielles en Ukraine - deuxième tour (Mme Lanjri)

b) Des sénateurs ont participé, au nom du Sénat, aux conférences, séminaires, colloques et voyages ministériels suivants :

- Du 23 au 25/09/2009 : Forum du Conseil de l'Europe sur l'Alerte précoce pour la prévention des conflits, Strasbourg (Mme Vanessa Matz)
- Du 1er au 3/10/2009 : Conférence anniversaire des 25 ans d'AWEPa: Promouvoir la démocratie parlementaire, Le Cap (Mme Sabine de Bethune)
- Du 3 au 5/10/2009 : Réunion UNESCO, Paris (M. Benoît Hellings)
- Du 21 au 23/10/2009 : 5e Forum du Conseil de l'Europe pour l'Avenir de la démocratie, Kiev (Mme Freya Piryns)
- Le 13/11/2009 : Réunion UIP préparatoire au Sommet mondial FAO, Rome (Mme Olga Zrihen)
- Du 15 au 18/11/2009 : Sommet mondial FAO, Rome (Mme Dominique Tilmans et M. Hugo Coveliers))

- Du 15 au 18/12/2009 : COP 15 (+ réunion UIP), Copenhague (Mme Dominique Tilmans et Mme Zakia Khattabi)
- Du 20 au 22/2/2010 : *Women parliamentarians as active agents of change* (NCW), Le Caire (Mme Nahima Lanjri)

*
* *

V. Relations internationales bilatérales

1) Visites officielles du Président du Sénat à l'étranger

- 1-3/10/2009 Arménie (Yerevan) – Visite officielle d'une délégation du Sénat à l'invitation de S.E.M. Hovik Abrahamyan, Président de l'Assemblée Nationale de la République d'Arménie
Entretiens avec :
- S.E.M. Serzh Sargsyan, Président de la République d'Arménie
 - S.E.M. Hovik Abrahamyan, Président de l'Assemblée Nationale d'Arménie
 - S.S. Garegin II
 - M. Tigran Sargsyan, Premier Ministre
 - M. E. Nalbandian, Ministre des Affaires étrangères
 - Présidents des groupes parlementaires
- 20-23/11/2009 République Démocratique du Congo (Kinshasa)– Visite officielle à l'invitation de M. Léon Kengo wa Dondo, Président du Sénat de la RDC
Entretiens avec :
- M. Joseph Kabila, Président de la République
 - M. Léon Kengo wa Dondo, Président du Sénat
 - les membres du Bureau du Sénat et le 1er Vice-Président de l'Assemblée nationale
 - M. Kimbuta, Gouverneur de Kinshasa
- 3 – 8/04/2010 Syrie (Damas) et Liban (Beyrouth)
Visite d'une délégation sénatoriale conduite par M. Armand De Decker
Entretiens avec :
- S.E.M. Bashar Al-Assad, Président de la République arabe syrienne
 - M. Farouk Al-Shara, Vice-Président de la République arabe syrienne
 - Dr. Mahmoud Abrache, Président du Majlis Al-Chaab de la République arabe syrienne
 - S.E.M. Walid Al-Moualem, Ministre des Affaires étrangères de la République arabe syrienne
 - S.E.M. Ali Chami, Ministre des Affaires Etrangères du Liban
 - S.E.M. Saad Hariri à la Présidence du Conseil des Ministres du Liban
 - S.E.M. Nabih Berri, Président de l'Assemblée Nationale du Liban
 - Sa Béatitudo le Cardinal Nasrallah Sfeir
 - S.E.M. Walid Jumblatt, leader de la Communauté druze du Liban

2) Les personnalités étrangères suivantes, avec leur suite, ont été reçues en audience par le Président ou par des Vice-Présidents du Sénat :

- 10/09/2009 Mme Barbara Prammer, Présidente du Conseil National de la République d'Autriche
- Mme Heike Malicek Représentante permanente du Parlement autrichien auprès de l'UE
 - S.E.M. Karl Schramek, Ambassadeur de la République d'Autriche
- 23/09/2009 S.E.M. Pavol Paska, Président du Conseil national de la République slovaque
- S.E. M. Peter Sopko, Ambassadeur en Belgique de la République slovaque
 - Mme Livia Gregusova, Représentant Permanent du Conseil National de la République slovaque auprès du Parlement Européen
- 5/10/2009 S.E.M. Luiz Inacio Lula da Silva, Président de la République fédérative du Brésil
- S.E.M. Celso Amorin, Ministre des Relations extérieures du Brésil
 - S.E.M. Miguel Jorge, Ministre du Développement, de l'Industrie et du Commerce extérieur du Brésil
 - S.E.M. Pedro Brito do Nascimento, Ministre des Ports
 - S.E.M. Franklin de Souza Martins, Ministre d'Etat, Chef du Secrétariat de Communication de la Présidence
 - Prof. Marco Aurélio Garcia, Ministre d'Etat, Assesseur Spécial de la Présidence de la République pour des questions internationales
- 07/10/09 Mme Rumiana Jeleva, Ministre des Affaires étrangères de la République de Bulgarie
- S.E.M. Christo Gueorguiev, Ambassadeur en Belgique de la République de Bulgarie
 - M. Volodia Statkov, Ministre plénipotentiaire à l'Ambassade de la République de Bulgarie
- 21/10/2009 S.E.M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg
- M. Claude Frieseisen, Secrétaire général de la Chambre des Députés
 - S.E.M. Claude Berns, Ambassadeur du Grand-Duché de Luxembourg au Royaume de Belgique

- 22/10/2009 S.E.M. Pierre Nkurunziza, Président de la République du Burundi
- S.E.M. Laurent Kavakure, Ambassadeur du Burundi à Bruxelles
 - S.E.Mme Annonciata Sendazirasa, Ministre de la Fonction publique et de la Sécurité sociale
 - S.E.M. Emmanuel Gikoro, Ministre de la Santé
- 12/11/2009 S.E. Dato' Ir Wong Foon Meng, Président du Sénat de Malaisie
- Hon. Sen. Tan Sri Tee Hock Seng, Membre du Sénat de Malaisie
 - Hon. Sen. Datuk Maijol Mahap, Membre du Sénat de Malaisie
 - Hon. Sen. Dato' Wong Siong Hwee, Membre du Sénat de Malaisie
 - Hon. Sen. Ahamat Ahamad Yusop, Membre du Sénat de Malaisie
 - Hon. Sen. Dato' Daljit Singh Dalliwal, Membre du Sénat de Malaisie
 - S.E. Dato Hussein Haniff, Ambassadeur de Malaisie
- 27/11/2009 S.E.M. Rafael Correa Delgado, Président de la République de l'Equateur
- M. Lautaro Pozo Malo, Vice-ministre des Affaires étrangères, en représentation du Ministre des Affaires étrangères
 - M. Washington Pesántez, Procureur général de l'Etat
 - M. Nicolás Trujillo, Directeur du programme « Invest Ecuador », en représentation de Madame la Ministre Coordinatrice de la Production
 - Mme Lorena Escudero Durán, Secrétaire national des Migrants
 - S.E.M. Fernando Yépez Lasso, Ambassadeur de l'Equateur en Belgique
 - Mme María Gabriela Rosero Moncayo, Directrice exécutive de l'Agence équatorienne pour la Coopération internationale – AGECI
 - Mme Mercedes Villacrés, Parlementaire
 - M. Carlos Velasco, Parlementaire
- 02/12/2009 Monsieur René van der Linden, Président de la Première Chambre des États généraux du Royaume des Pays-Bas
- Mme Hester Menninga, Vice-secrétaire général de la Première Chambre des Etats généraux
- 11/01/2010 Madame Tsetska Tsacheva, Présidente de l'Assemblée nationale de la République de Bulgarie
- S.E. Monsieur Hristo Gueorguiev, Ambassadeur de la République de Bulgarie
 - Monsieur Vesselin Metodiev, Député

- 13/01/2010 Madame Jozefina Topalli, Présidente du Parlement de la République d'Albanie
 - S.E. Madame Mimoza Halimi, Ambassadeur d'Albanie en Belgique
- 13/01/2010 Visite de S.E.M. Gervais Rufyikiri, Président du Sénat de la République du Burundi
- 28/01/2010 S.E.M. David Bakradze, Président du Parlement de Géorgie
 - S.E. Mme Salome Samadashvili, Ambassadeur de la République de Géorgie
 - M. David Darchiashvili, Membre du Parlement, Président du Comité de l'intégration européenne
 - M. Giorgi Tortladze, Membre du Parlement
- 05/02/2010 S.E. Sheik Khalid A. Atiyah Al-Atiyah, Premier Vice-Président du Parlement irakien
 - Dr Jabir Habeeb Jabir, MP, member of the Foreign Relations Committee
 - Dr Hajim Mahdi Salih Al-Hasani, MP
 - Mr Abdul Rehman Ali Mohammed Mohammed, MP
 - S.E.M. Mohammed Al-Doreky, Ambassadeur d'Irak
- 23/02/2010 S.E.M. Mahmoud Abbas, Président de l'Autorité Palestinienne
 - M. Riad Malki, Ministre palestinien des affaires étrangères
 - M. Saeb Erekat, Responsable du Département des négociations au sein de l'OLP
 - M. Azzam Alahmad, Membre du Comité Central du Fatah
 - Mme Leila Shahid, Déléguée Générale de Palestine en Belgique
- 28/04/2010 Visite de S.E. M. John Hogg, Président du Sénat australien
 - The Hon Philip Rudock, Member of House of Representatives
 - Senator Catryna Bilyk
 - Mr. Andrew Laming, Member of House of Representatives
 - S.E. M. Brendan Nelson, Ambassadeur d'Australie en Belgique
- 26/5/2010 Visite de S.E.M. Serzh Sargsyan, Président de la République d'Arménie
 - M. Edward Nalbandian, Ministre des Affaires étrangères
 - M. Avet Adonts, Ambassadeur de la République d'Arménie

3) Les ambassadeurs en poste à Bruxelles reçus par le Président du Sénat:

16/09/09	S.E. M. Avet Adonts, Ambassadeur de la République d'Arménie
18/09/09	S.E.M. Yun Yokota, Ambassadeur du Japon
18/09/09	S.E.M. Ali Asghar Khaji, Ambassadeur d'Iran
21/10/09	S.E.M. Louis de Lorimier, Ambassadeur du Canada
20/01/10	S.E.M. Alexander Romanov, Ambassadeur de la Fédération de Russie
22/01/10	S.E.M. Howard William Gutman, Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique
03/02/10	S.E.M. Gerard Ntwari, Ambassadeur de la République du Rwanda
12/03/2010	Madame Leila Shahid, Déléguée générale de Palestine
17/03/2010	S.E.M. Mohamad Ayman Soussan, Ambassadeur de Syrie
19/03/2010	S.E. Madame Fatma Elzahraa Etman, Ambassadeur de la République arabe d'Egypte
24/03/2010	S.E. Madame Ismat Jahan, Ambassadeur de la République du Bangladesh
19/04/2010	S.E.M. Muhamed Halili, Ambassadeur de l'Ex-République Yougoslave de Macédoine
19/04/2010	S.E.M. Amar Bendjama, Ambassadeur de la République algérienne démocratique et populaire

4) Les délégations parlementaires suivantes ont été reçues par le Sénat

- 05/02/2010 Délégation marocaine sous la conduite de M. Admedou Souilem, membre fondateur et ex dirigeant du Polisario
- M. Moulay Ahmed M'Ghizlate, Membre du Conseil Royal Consultatif aux Affaires Sahariennes
 - M. Mami Boussif, Président du Conseil Régional d'Oued Eddahab Lagouira
 - Mme. Falla Boussola, Députée, Laayoune
 - M. Abderrahmane Tamek, Président de la Chambre d'Artisanat d'Oued Eddahab Lagouira
- 19/04/2010 Délégation du Majlis Alshoura du Royaume d'Arabie saoudite, membres du groupe des amitiés Arabie saoudite – Belgique
- Dr. Gebreel Hasan Mohammad Al-Areeshi, Membre
 - Dr. Jameel Mohammad Ibraheem Alkhairy, Membre
 - Dr. Zain Alabdeen Abdullah Abu Alkhair Bary, Membre
 - Dr. Abduljalil A. A. Al Saif, Membre
 - Dr. Abdullah A. Al-Faifi, Membre
 - Dr. Fahd H. S. Anzi, Membre
 - M. Abdulaziz Almershed, Secrétaire du Groupe

5) Divers

a. Projets éducatifs

17/10/2009	Place aux Enfants
17/10/2009	Journée portes ouvertes dans le cadre de “ <i>Brusseldag</i> ” du <i>Gezinsbond</i>
3-6/11/2010	<i>Jongerenparlement</i> - Parlement des Jeunes
07/05/2010	<i>Scholierenparlement</i>

b. Autres activités

27/08/2009	Accueil de 200 jeunes dans le cadre du “ <i>Youth Exchange Program</i> ” du Rotary + réception
15/10/2009	Lunch équitable offert aux parlementaires pour la Journée Mondiale de l’Alimentation
19/10/2009	Journée de formation des stagiaires diplomates
21/10/2009	Rencontre avec Mme Mary Robinson, le Prof. Jeffrey Sachs, le Dr. Gorik Ooms et M. Erik Peeters dans le cadre du colloque « Global Responsibilités for Global Health Rights »
18/11/2009	<i>Unicef et What do you think</i> – 20e anniversaire de la Déclaration des Droits de l’Enfant, en présence de S.A.R. la Princesse Mathilde
25/11/2009	Colloque « Archives et Démocratie »
27/11/2009	Séance académique à l’occasion du 50e anniversaire de la Politique fédérale scientifique en présence de S.A.R. la Princesse Astrid
2/12/2009	Déjeuner en l’honneur de M. Philippe Douste-Blazy, Président de UNITAID, Secrétaire général adjoint des Nations Unies, chargé des financements innovants et ancien Ministre des Affaires étrangères de la République française
8/12/2009	Conférence « Paix et réconciliation »
9/12/2009	Remise du prix « Odissea »
28/01/2010	Déjeuner en l’honneur de la délégation des Bureaux du Sénat et de l’Assemblée nationale de la République Démocratique du Congo

- 10/02/2010 Réception à l'occasion de la présentation de l'ouvrage sur l'étude comparée des constitutions belge et bulgare
- 11/03/2010 Visite du Vicomte Frank De Winne, Astronaute de l'ESA au Sénat
- 18/03/2010 Présentation du projet « COP to CAP 2010, en route vers le futur » par M. Xavier Van der Stappen
- 23-24-26/4/2010 Fête des Langues/Talenfeest

c. Manifestations patriotiques

- 11/11/2009 Journée de l'Armistice - Accueil des anciens combattants et de jeunes scouts
- 08/05/2010 Cérémonie d'hommage à l'occasion du 65e anniversaire de la fin de la Deuxième Guerre mondiale, en présence de S.A.R. le Prince Philippe

*
* * *

VI. Communication

1. Contacts avec les médias

a. Flashs infos

Chaque jour, le service Communication transmet à des catégories spécifiques de journalistes des flashs infos électroniques ciblés comportant un commentaire succinct des points à l'agenda de la séance plénière et des commissions et des textes qui ont été adoptés en commission ainsi que des informations sur les colloques, événements, visites officielles, etc. qui ont lieu au Sénat.

Depuis le 10 juin 2009, 88 courriers électroniques ont été transmis à la presse. En outre, le service Communication envoie chaque semaine des communiqués vers la presse régionale, pour informer les journalistes des demandes d'explications et questions orales des sénateurs de leur région.

Pour recevoir les flashs info : Krista Mortier : tél. 02/501.72.78 — krista.mortier@senate.be

Outre cette approche proactive, le service Communication a répondu à de nombreuses questions de journalistes, par téléphone et par courriel.

Informations :

Patrick Peremans – 02/501.73.37 ou 0477/79.79.01 – pp@senate.be

Françoise Themelin – 02/501.74.92 ou 0496/28.50.76 – ft@senate.be

b. Rencontres avec la presse

Depuis juin 2009, de nombreux colloques et événements organisés par le Sénat ont bénéficié d'une large attention de la part de la presse. Parmi ces événements, on citera un colloque en collaboration avec les Archives du Royaume, un échange de vues avec Frank de Winne, une rencontre avec Mahmoud Abbas, la Fête de la Dynastie et la remise du Prix Odissea.

c. Caméras

Le service Communication met gratuitement à disposition des enregistrements audiovisuels professionnels des séances plénières et de certaines réunions de commission.

Depuis quelque temps, on peut visionner l'enregistrement vidéo de la séance plénière dès le lendemain de celle-ci. Il suffit de cliquer sur le nom de l'orateur pour visionner son intervention. De plus, une version live, sans aucun découpage, est disponible sur le site web, ce qui permet de suivre la séance en direct. La technique du 'videoclippping' permet d'utiliser facilement des images provenant de fragments spécifiques.

Toutes les séances plénières du Sénat depuis janvier 2006 peuvent être visionnées sur le nouveau site web du Sénat.

Commandes de cassettes : Guy Goossens – 02/501.79.16 ou 0473/47.40.11 – ggo@senate.be

e. Photos

Les photos numériques réalisées par les photographes du Sénat sont également mises à la disposition de la presse écrite. Plusieurs photos prises par notre service ont figuré dans les pages de journaux. Enfin, un grand nombre photos du service Communication illustrent de nombreux sites web extérieurs au Sénat (sites web personnels/blogs de sénateurs, ONG, associations, organisations internationales, etc.).

Commandes : Guy Goossens – 02/501.79.16 ou 0473/47.40.11 – ggo@senate.be

2. Relations publiques

a. Courriels venant du public

Du 10 juin 2009 au 30 juin 2010, le service Communication a répondu à quelque 130 courriels et appels téléphoniques de citoyens.

b. Site web

Le site web actuel a été amélioré au maximum, notamment par l'ajout d'une fonction de recherche intéressante, de messages d'actualité et de photos. Entre-temps, un nouveau site web est en préparation ; il devra être plus attrayant et plus convivial.

c. Revue du Sénat

La revue du Sénat paraît semestriellement, sauf en période d'élections. Le dernier numéro portait sur le 60e anniversaire du droit de vote des femmes en Belgique. Les revues (36.000 ex.) sont envoyées gratuitement aux écoles, bibliothèques, acteurs de la société civile et citoyens intéressés.

L'album photo, le dépliant et le film sur le Parlement fédéral (à télécharger gratuitement sur www.senat.be ou à commander au prix de 2 €) sont toujours disponibles au service Communication.

Commandes : Monique Schaeck – tél. 02/501.78.49 – ms@senate.be

d. Événements : voir VI.1.b) Rencontres avec la presse

3. Plate-forme Démocratie et Citoyenneté

La Plate-forme Démocratie et Citoyenneté du Sénat publie sur un site portail des informations sur l'éducation à la citoyenneté. Le site portail propose une banque de données thématique des organisations actives sur le terrain et un calendrier d'événements. L'objectif est d'informer, de donner des réponses, d'aiguiller vers les initiatives les plus pertinentes et de susciter des interactions entre les acteurs.

Par ailleurs, la Plate-forme élargit l'offre en matière d'activités centrées sur la citoyenneté et l'éducation à la mémoire :

- Pour que l'éducation à la mémoire ne se limite pas à de simples journées commémoratives, la Plate-forme a organisé une fois par mois une **'journée régionale d'éducation à la mémoire'** à l'intention des écoliers des différentes provinces. Le programme prévoyait une promenade thématique 'Répression et résistance à Bruxelles pendant la Seconde Guerre mondiale' et un débat avec des sénateurs originaires de la même province. Les débats étaient axés sur des thèmes très variés : 'les jeunes, la démocratie et la politique', 'les formes de discrimination à l'encontre des personnes souffrant d'un handicap et des holebis', la 'cyber-haine', etc.
Les provinces de Flandre orientale (28/10/09), de Hainaut(25/11/09), de Flandre occidentale (27/01/10), de Liège et de Luxembourg (24/02/10), de Bruxelles (NL) et du Brabant flamand (31/03/10) et de Namur et du Brabant wallon (28/04/10) se sont ainsi succédé.

La Plate-forme a également collaboré aux initiatives suivantes :

- **'l'outil éducatif didactique et interactif 'Jeunes reporters au Parlement fédéral', qui porte sur le fonctionnement et le rôle du Parlement fédéral.** Cet outil se compose d'un DVD proposant notamment des exercices.
- la commémoration, le 8 mai 2010, du 65e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale en Europe : commémoration en présence de quatre témoins, remise des prix par S.A.R. le prince Philippe aux lauréats du concours 'Un monde sans murs : une utopie ?' et présentation de l'opéra Brundibár.

Info : Els Naeyaert – tél. 02 501 73 45 e-mail : en@senate.be

4. Communication interne

Le service de la Communication s'est vu confier la communication interne. Divers outils ont vu le jour ou se sont renouvelés: flashs info électroniques pour les sénateurs, leurs collaborateurs et le personnel, une nouvelle revue du personnel et un intranet déjà accessible pour le personnel et qui le sera également aux sénateurs et à leurs collaborateurs dès la rentrée parlementaire d'octobre 2010. On a également eu recours à des campagnes d'affichage en vue de la sensibilisation du personnel à des thèmes précis: grippe AH1N1 (été 2009) et performances énergétiques du bâtiment du Sénat.